DES ACTIONS PARLANTES
Les essais de Sean Mills, Felicity Tayler, Michèle Thériault et Jean-Philippe Warren présentent une manière de faire, de s'engager et de penser qui cherchait à redéfinir et à façonner autrement la société québécoise des années 1960 et 1970. Ils font surtout état d'une volonté de dire et d'agir qui a marqué la vie collective et l'activité artistique de l'époque et qui nous amène à envisager le présent dans la densité complexe de ce passé.
DES ACTIONS PARLANTES

Aspects de la culture québécoise des années 1960 et 1970
Catalogage avant publication de 
Bibliothèque et Archives Canada

Des actions parlantes : quelques aspects de la culture au Québec dans les années 1960 et 1970 / sous la direction de Michèle Thériault ; textes, Sean Mills ... [et al.] = Actions that speak: aspects of Quebec culture in the 1960s and 1970s / edited by Michèle Thériault; texts, Sean Mills ... [et al.].

Texte en français et en anglais.


FC2919.D46 2012 306.09714 C2011-908461-9'

Tous droits réservés
Imprimé au Canada
Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada, 2012


© 2011, Éditions Hurtubise pour la traduction française de l'ouvrage de Sean Mills : "La langue de la libération".


Distribution
Canada Édípresse 945, avenue Beaumont Montréal (Québec) H3N 1W3 information@edipresse.ca

Galerie Leonard & Bina Ellen Université Concordia 1400, boul. de Maisonneuve Ouest, LB-165 Montréal (Québec) H3G 1M8 Canada

www.ellengallery.concordia.ca
Préface

Sean Mills

La langue de la libération

Felicity Tayler

De l’information sur le
Québec underground, 1962-1972

Michèle Thériault

Intervenir, débattre, prendre position.
Le commissariat de Normand Thériault, 1968-1977

Jean-Philippe Warren

Pratiques et expériences de la contre-culture
dans les communes néorurales au Québec

Biographies
Préface

Des actions parlantes paraît au moment de la présentation d’une exposition d’envergure à Montréal1. Trafic. L’art conceptuel au Canada, 1965-1980 est une première tentative au Canada de faire état d’une forme d’art pratiquée un peu partout dans le monde qui était, non seulement une nouvelle manière de penser le processus de création et son objet, mais aussi d’envisager l’appareil institutionnel. L’exposition regroupe cinq points de vue commissariaux selon cinq régions ou villes canadiennes, et comprend un volet montréalais. Ce recueil de quatre essais ne traite pas d’art conceptuel, il désire plutôt offrir un cadre élargi de réflexion socioculturelle à l’exposition en ciblant certaines pratiques et conjonctures historiques de l’époque à Montréal et au Québec. L’art conceptuel est toujours demeuré en arrière-plan au Québec du fait, entre autres, que ses diverses manifestations, ici et là, existaient « hors champ » du discours de filiation picturale né avec le Refus global, ou encore en opposition à celui-ci. Tout comme l’exposition met en avant dans son volet montréalais des pratiques occultées ou qui n’ont pas été reconnues à leur juste valeur, cet ouvrage a pour but de faire réfléchir à divers enjeux contextuels et sociaux qui sont soit mal connus, ignorés ou oubliés, ou encore dont les analyses se devaient d’être repensées.

Des actions parlantes fait s’imbriquer d’autres champs d’études dans celui de l’art, soulignant ainsi à quel point la pratique de l’art n’est pas un objet autonome et, surtout, à quel point elle s’inscrit dans une conjoncture sociale et politique. Le premier essai de l’historien Sean Mills examine le débat linguistique au Québec de la fin des années 1960 dans une optique d’économie politique de l’empire, où les questions de colonialisme et de capitalisme jouent un rôle. Felicity Tayler, nous propose une analyse historique, ainsi que de sa performativité, de la publication en trois tomes Québec underground, 1962-1972, qui a tenté de circonscrire des pratiques alternatives, pour la plupart collectives, dans les années 1960 à Montréal. Je contribue une première réflexion sur la nature interventionniste du commissariat de Normand Thériault, figure incontournable du milieu artistique des années 1970. Le recueil se termine sur un examen par le sociologue Jean-Philippe Warren, du phénomène contre-culturel des communes néorurales au Québec. Les essais de cette modeste parution nous communiquent une manière de faire, de s’engager et de penser qui cherchait à redéfinir et à façonner autrement la société québécoise des années 1960 et 1970. Ils font surtout état d’une volonté de dire et d’agir qui a marqué la vie collective et l’activité artistique de l’époque et qui nous amène à envisager le présent dans la densité complexe de ce passé.

Mes remerciements s’adressent tout d’abord aux auteurs Sean Mills, Felicity Tayler et Jean-Philippe Warren, qui ont d’emblée et avec enthousiasme répondu à mon invitation de contribuer à ce recueil par un essai. Comme toujours, dans une publication qui prend sa forme dans un travail de traduction, je tiens à souligner la contribution importante des traducteurs Gabriel Chagnon et Eduardo Ralickas. J’ai également beaucoup apprécié l’application avec laquelle la réviseure, Lin Gibson, a effectué son travail. Mes collègues Zoë Chan et Mélanie Rainville m’ont aussi été d’une aide inestimable dans les dernières étapes de réalisation du projet. Finalement, merci à Jess et Liz de TagTeam qui ont bien su rendre, en toute simplicité, l’esprit qui anime l’ouvrage.

Michèle Thériault

La langue de la libération
À partir du début des années 1960, la langue domine le débat politique à Montréal. La question des droits linguistiques et de la dévalorisation de la langue, celle du pouvoir culturel et impérial de la langue anglaise et celle de la nécessité de bâtir une nouvelle culture francophone de résistance sont au cœur des mouvements politiques de la décennie. En 1969, ces questions explosent. La première manifestation de masse sur les « droits linguistiques », le 28 mars 1969, marque le commencement d’une nouvelle époque au cours de laquelle les luttes linguistiques se joueront dans les rues de Montréal. La manifestation débute lorsqu’une foule de 10 000 à 15 000 manifestants portant des pancartes affichant « McGill aux Québécois ! », « McGill aux travailleurs ! », se met en marche vers l’ouest en direction de l’université la plus prestigieuse de Montréal. Dans l’atmosphère politique surchauffée de 1969, McGill, perchée sur le mont Royal d’où elle domine le paysage urbain de Montréal, est devenue pour certains un symbole du capital anglophone et de la domination impériale. Dans les mois qui ont précédé la manifestation, bien des gens ont demandé à


/2/ Comme je l’espère le démontrer, la langue agit comme un fil conducteur qui polarise les débats portant sur le pouvoir économique et culturel.
l’Université d’abandonner son identité coloniale en devenant un établissement de langue française au service de la classe ouvrière de la province. À l’approche du jour de la manifestation, les discours se polarisent de plus en plus, l’armée est en alerte et tout le monde rassemble ses forces en prévision de l’affrontement inévitable.

À la tête de la marche se trouvent deux personnages qui ont pris beaucoup de place dans les médias de la province : le professeur Stanley Gray, récemment congédié de McGill, et le militant nationaliste Raymond Lemieux. Comme les manifestations deviennent de plus en plus violentes, les autorités municipales craignent le pire ; des centaines de policiers en tenue antiémeute bloquent l’accès au campus de McGill et de nombreux autres attendent les ordres aux quartiers généraux de la police provinciale, de la police municipale et de la GRC ; au total, 2707 agents sont déployés. Dans les rues environnantes, les plaques d’égout ont été soudées en place ; au cours de la manifestation, des hélicoptères de la police volent en cercle au-dessus de la foule que l’on surveille aussi à partir des toits. Au moment où les manifestants atteignent l’entrée principale de l’Université, un groupe de contre-manifestants hurlent des insultes et chantent God save the Queen. Il est à peine 22h30, et l’escouade antiémeute a déjà divisé la foule en trois groupes. Bien que des échauffourées et des disputes éclatent en grand nombre, les manifestants ne parviennent pas à occuper l’Université. Quelques feux brûlent encore, mais à minuit l’« Opération McGill » est terminée.

L’Opération McGill français représente un moment important dans le développement de la contestation à Montréal. Il s’agit de la première d’une série de manifestations de masse qui prétendent que la seule façon de contrer la perte de la culture et de renverser la vapeur est de s’attaquer au problème à sa source, le capitalisme et l’impérialisme. En d’autres termes, si on veut construire une société nord-américaine différente, fondée sur la justice sociale et la dignité humaine, il faut vaincre le pouvoir culturel et économique de la langue anglaise.

La question des droits linguistiques n’appartient certes pas seulement à la gauche. La défense de la langue française et la crainte de l’assimilation et de la dévalorisation culturelle ont été des thèmes constants, tout au long de l’histoire du Québec. Mais la défense des droits linguistiques est devenue un enjeu pour la gauche lorsqu’on a lié la dévalorisation de la langue à des analyses plus larges du capitalisme et du colonialisme et qu’on a estimé qu’il fallait remodeler l’ensemble des rapports sociaux pour remédier à ces problèmes. L’Opération McGill français, planifiée par la gauche, a joué un rôle déterminant pour articuler et populariser une interprétation de gauche des droits linguistiques.

Le mouvement lui-même est le produit d’une alliance entre des individus et des groupes de différents milieux. Des socialistes anglophones de McGill, qui cherchent à construire une révolution ouvrière, se sont joints à des nationalistes du Québec préoccupés surtout de questions de survie linguistique. L’âile radicale du mouvement ouvrier s’est alliée aux étudiants québécois. Les tensions ont perduré, bien sûr, car ces coalitions sont toujours temporaires et fragiles.

L’argument que j’entends développer dans le présent essai, d’abord en examinant l’Opération McGill, puis en explorant les grandes manifestations populaires de l’automne 1969 contre le projet de loi (Bill 63) présenté à l’Assemblée législative de la province, est que les explosions linguistiques de la fin des années 1960 sont caractérisées par la rencontre et le mélange des gens et des idées, des enjeux et des analyses qui définissent les classifications dont on s’est si souvent servi pour les comprendre. Sur ce fond de manifestations populaires et de débats politiques est née une analyse qui inscrit fermement les idées sur la langue dans une économie politique de l’empire.

**LANGUE ET ENSEIGNEMENT DANS LE QUÉBEC DES ANNÉES 1960**


En septembre 1968, devant un auditoire réuni à l’Université Laval, des représentants du gouvernement du Québec font une annonce qui envoie des ondes de choc dans tout le réseau des cégeps : 20 000 cégépiens, déclarent-ils, n’avaient pas trouvé de place à l’université pour cette session et le problème ne fera que s’aggraver en 1969. Pour beaucoup de gens, la promesse de la Révolution tranquille voulant que les francophones améliorent leur situation sociale et économique grâce à de nouvelles possibilités éducatives ne semble pas se concrétiser⁷.

En octobre, les étudiants québécois, qui ont vu les étudiants et les travailleurs français paralyser leur pays quelques mois plus tôt, descendent dans la rue et occupent leurs écoles. Pendant deux semaines, le réseau des cégeps cesse de fonctionner. Barricadés dans leurs établissements, les étudiants y affichent des portraits des révolutionnaires les plus célèbres du monde, de Lénine et Marx à Castro et Mao. Les étudiants rédigent des tracts, manifestent dans les rues, organisent des séminaires (teach-ins)

---

⁴/ Warren, Une douce anarchie, p. 34.
⁵/ Ibid., p. 15.
⁶/ Ibid., p. 27.
et donnent des représentations de théâtre révolutionnaire. Lors d’une des occupations les plus spectaculaires, les étudiants de l’École des beaux-arts occupent leur établissement et proclament la république. Tandis que flotte le drapeau rouge au mât de l’édifice, ceux qui sont à l’intérieur exercent leur créativité afin de mettre l’art au service de l’humanité.

Les occupations de l’automne 1968 prennent fin, mais le ressentiment au sein de la population étudiante demeure. Les étudiants continuent à demander que l’éducation soit moins répressive et ils veulent avoir de l’argent pour aller à l’université, de même que la possibilité d’utiliser leurs compétences, une fois diplômés. Ils demandent aussi qu’une nouvelle université de langue française soit établie dans la ville (alors que McGill, l’Université Sir George Williams et le Collège Loyola sont au service de la communauté anglophone, moins populeuse, la seule université de langue française de l’époque à Montréal est l’Université de Montréal).


//8/ Pour un portrait vivant de l’occupation de l’École des beaux-arts, voir Claude Laflamme, La République des beaux-arts. La Malédiction d’une mome, Canada, Vent d’Est Films, 1997.


//13/ Frost, p. 449.
commencé à publier des articles sur la guerre du Vietnam et les mouvements de libération dans le tiers-monde ; c'est ainsi que le journal est devenu le foyer de la gauche naissante de McGill. Tout au long des années 1960, le Daily constitue non seulement la voix critique la plus écoutée de l'Université, mais il exerce également une influence importante auprès de l'ensemble des militants de langue anglaise de Montréal. Bon nombre des militants de McGill sont des « red diaper babies » [enfants de sympathisants du Parti communiste] qui ont grandi dans l'univers dynamique du Montréal juif et ont été témoins de discrimination de la part de Montréalais anglophones tout autant que de francophones.

Fortement influencés par le marxisme européen, ces militants mettent leurs espoirs dans la classe ouvrière et plaident pour la transformation de l'établissement en « université critique » reliée organiquement aux besoins et aux aspirations de la majorité des citoyens. Plutôt que de favoriser la conscience critique, soutiennent-ils, l'Université a façonné les étudiants en fonction des exigences de la société capitaliste en créant les fonctionnaires et les techniciens de l'exploitation. La tâche des radicals est donc de s'emparer de l'Université afin de placer les forces de la modernité sous contrôle démocratique et, en accordant la théorie et la pratique, de mettre l'Université au service du « peuple ».

L'idée d'université critique suppose que la gauche étudiante s'allie à des mouvements plus vastes de changement social. De nombreux militants de McGill ont une conscience aiguë de leur position relativement privilégiée au cœur de la société québécoise. En février 1967, les étudiants de McGill ont même voté de justesse — après deux tentatives infructueuses — en faveur de leur affiliation à l'UGEO (Union générale des étudiants du Québec). Mais ce n'est qu'au cours de l'année scolaire 1968-1969 — alors que McGill elle-même devient l'objet d'attaques et de dénonciations incessantes — que l'Université se trouve au centre d'un mouvement de perturbation sociale à l'échelle de la ville.

En septembre 1968, l'atmosphère de McGill — comme celle des universités du monde entier — est tendue. En France, les étudiants, rapidement rejoint par les travailleurs, ont presque réussi à renverser le gouvernement français. À New York, la police est intervenue pour faire cesser une occupation à l'Université Columbia, et sur d'autres campus, d'un bout à l'autre de l'Amérique du Nord, des révoltes semblables ont essayé la même répression. À McGill, la Radical Student Alliance (RSA) fait tout son possible pour que cette énergie insurrectionnelle alimente la politique étudiante sur le campus. Après un débat houleux, la RSA en vient même à appuyer l'indépendance du Québec, affirmant que le mouvement souverainiste peut être comparé aux efforts des nations du tiers-monde pour se libérer du colonialisme.

De toutes les personnalités radicales qui se révèlent sur le campus de McGill à l'époque, c'est Stanley Gray — jeune chargé de cours au Département de sciences politiques — qui retient le plus d'attention en devenant le leader intellectuel d'un nouveau groupe d'étudiants prêts à mettre le Québec au centre de leur idéologie politique. Gray a grandi dans le ghetto juif du Mile-End et son père

/14/ Chodos, « A Short History of Student Activism at McGill », p. 88.
/15/ Je remercie Mark Wilson de cette précision.
/17/ Entrevue avec Stan Gray, 10 juin 2005, Hamilton.
/20/ Ibid.

* La traduction littérale de « red diaper babies » est "bébés aux couches rouges", expression qui renvoie au drapeau rouge caractéristique du Parti communiste (ndt).

Septembre 1968 marque également un moment important pour le McGill Daily, alors que Mark Starowicz en devient le directeur. Dès lors, le rôle de McGill dans la société québécoise occupe une place centrale dans le contenu du journal. Lorsque McGill décerne un doctorat honorifique à John Ross Bradfield, président du conseil d’administration et directeur général de Noranda Mines, par exemple, Starowicz tombe à bras raccourcis sur la compagnie et sur l’Université. Contrairement à ce que prétend l’Université, soutient Starowicz, cet événement démontre que l’Université « adopte des positions politiques 22 » . Les étudiants radicaux ont donc le devoir de prendre leurs propres positions sur le plan politique. À McGill – bastion des privilèges des anglophones, aux yeux de plusieurs –, les militants étudiants en viennent à croire, à l’automne 1968, que la démocratisation de la société exige une remise en question radicale de leur université. Au cours de l’année scolaire qui commence, le Daily deviendra le principal organe des radicaux anglophones qui ont décidé de se joindre au grand mouvement d’opposition dans la ville.

L’Opération McGill n’est pas simplement une manifestation de plus dans la décennie ; au cours des mois qui précèdent la marche, des mouvements et des organisations auparavant distinctes convergent. En ce sens, la mise en route de l’Opération McGill a beaucoup de caractéristiques communes avec d’autres révoltes qui ont lieu dans le monde, et en particulier avec Mai 68 en France. Selon Kristin Ross, il est possible de voir en Mai 68 une « crise du fonctionnalisme », une époque où le mouvement « prit politiquement la forme de tentatives de déclassification et de bouleversement dans la détermination sociale des statuts 23 ». Dans « l’union de la contestation intellectuelle avec la lutte ouvrière », soutient Ross, réside « l’expérience de l’égalité non pas en tant qu’objectif de l’action, mais comme quelque chose qui fait partie intégrante de l’action, qui émerge dans la lutte, qui est vécu et déclaré comme tel 24 ». De la même façon, les étudiants de Montréal ne sont plus en train de défendre seulement les droits des étudiants. Certains anglophones, même s’ils ne représentent qu’une minorité des étudiants de McGill, ont rallié les opposants au pouvoir culturel et économique de la langue anglaise, et les travailleurs ont mené leurs revendications à l’extérieur des lieux de travail et jusqu’aux portes de l’université. Même s’il est vrai que, dans les années antérieures à l’Opération McGill, travailleurs et étudiants se sont parfois côtoyés dans des manifestations et sur des lignes de piquetage 25 , c’est seulement au cours des mois précédant la marche sur McGill que la logique qui maintenant un écart entre les différents mouvements commence à s’effriter. Les militants soutiennent que McGill, dont les racines plongent dans le colonialisme britannique du XIXe siècle, est devenue une institution dominée par le capital américain, qu’elle forme

24/Idem., p. 81.
ceux qui travailleront ensuite pour les entreprises américaines et anglo-canadiennes faisant affaire au Québec. Aux yeux des jeunes militants, l'Université en est venue à symboliser beaucoup plus qu'un établissement d'éducation « anglophone » de prestige ; c'est un symbole à la fois des privilèges du colonialisme et de la nature technocratique et inhumaine de l'impérialisme américain.

La bataille dont McGill est l'énorme ne concerne pas uniquement les droits à l'éducation ; il s'agit également d'un combat ayant trait au contrôle étranger de l'économie et de l'espace public dans la ville. Non contents d'écrire des tracts politiques à distance, les protestataires veulent porter leurs griefs sur l'état de la société québécoise jusqu'au cœur de son établissement d'enseignement le plus vénérable. Le lundi suivant l'événement, un article du Devoir posera la question de la nécessité de limiter les manifestations à certains secteurs de la ville. De plus, au cours de la période précédant la marche, la police de Montréal se propose d'empêcher les marcheurs de pénétrer dans le campus de McGill et de faire en sorte qu'il soit très difficile pour les manifestants de se rassembler près de l'Université. Selon Don Mitchell, la justice sociale et le droit à l'espace urbain « ne sont pas définis dans l'abstrait, mais plutôt dans la pratique ». En ce sens, le conflit autour de McGill porte, du moins dans une certaine mesure, sur la possession et le contrôle de Montréal même. Les protestataires dénoncent l'isolement de l'Université par rapport aux intérêts de la majorité des citoyens et, à leurs yeux, manifester ailleurs ne ferait que confirmer l'absence de responsabilité de McGill envers le peuple québécois.

Les premières réunions d'organisation de l'Opération McGill, qui réunit des radicaux anglophones et les organismes majoritairement francophones de l'opposition extraparlementaire, débutent au lendemain des manifestations du MIS sur le campus de McGill à l'automne 1968. La gauche francophone a l'impression que le fait de défi l'hégémonie de McGill lui permet de s'attaquer à de nombreux symboles en même temps : l'héritage du colonialisme, les injustices du capitalisme, la prédominance actuelle de la langue anglaise, l'emprise anglophone sur l'économie québécoise et l'insuffisance du système d'éducation en français. Elle peut ainsi lier opposition au colonialisme et opposition aux hiérarchies de pouvoir dans le système d'éducation, et articuler ces luttes à l'enjeu de l'accès à l'université pour les francophones. Parallèlement, certains étudiants anglophones se rendent compte que, s'ils veulent forger un mouvement ouvrier, ils devront unir leurs forces à celles des groupes francophones. Bientôt, dans les écoles et les cégeps de Montréal et des environs, des centaines de comités surgissent, dont plusieurs se mettent à prédire que la manifestation sera la plus grosse de l'histoire du Québec. La coalition reçoit en outre l'appui du Mouvement de libération du taxi, des comités de citoyens et de travailleurs, du Comité Vallières-Gagnon, des Chevaliers de l'indépendance et, surtout, du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal (qui représente les 65 000 membres de la CSN de Montréal).

---

28/Chodos, « Hitting a sore spot », p. 4.
29/Pierre Beaudet, On a raison de se révolter, Chronique des années 70. Montréal, Écosociété, 2008, p. 79.
31/Beaudet, p. 79.

Tandis que la coalition s'élargit et se prépare pour la marche, l'administration de l'Université s'inquiète de plus en plus de la présence de Gray sur le campus. Le 11 février 1969, le jour même où éclate l'affaire Sir George Williams, Gray reçoit un avis de congédiement de l'Université. Le motif invoqué pour son renvoi est le rôle qu'il a joué dans la perturbation d'une réunion du Conseil des gouverneurs de l'Université ; malgré cela, bien des gens pensent que le véritable motif est lié aux efforts déployés par Gray pour faire sortir le militantisme étudiant du campus de McGill et l'amener dans la ville. Les audiences concernant ce congédiement mettent en évidence la nouvelle coalition qui se dessine entre les forces d'opposition. Alors que certains membres de l'establishment de langue anglaise s'étonnent de ce que McGill ait même embauché « un être aussi sale et débraillé », la CSN affecte deux avocats de son personnel, Jacques Desmarais


/35/MUA, fonds Opération McGill, rg2 c401. Tract invitant à un teach-in à McGill, le 26 mars 1969, s.d.


/37/MUA, fonds Opération McGill, rg2 c401, message laissé par Mme Roschon à l'intention de Rocke Robertson, 10 mars 1969.
et Robert Burns, à la défense de Gray; ces derniers refusent l’un et l’autre de s’exprimer en anglais aux audiences. Michel Chartrand fait une déclaration à l’appui de Gray, disant que, en voyant « le comportement de McGill, il devient plus simple de se la représenter comme une université d’Afrique du Sud ».

De nombreux anglophones condamnent le mouvement. La police harcèle régulièrement ses organisateurs et ses sympathisants, surveille les domiciles, file les voitures et procède à des arrestations arbitraires. Le 18 mars, la police arrête, entre autres, Mark Starowicz et Robert Chodos du McGill Daily, Louis-Bernard Robitaille de La Presse, Stanley Gray ainsi qu’un groupe composite de militants, dont des militants de la CSN, des membres du Mouvement de libération du taxi, un enseignant, un chômeur et un bureaucrate – qui revenaient tous d’une assemblée du Conseil central de Montréal. Au cours de la semaine précédant la manifestation, plusieurs des principaux organisateurs doivent entrer en clandestinité pour échapper au harcèlement de la police. Le mouvement est traité avec mépris par un grand nombre des nationalistes en vue de Montréal et des éditorialistes des grands journaux de la province. Le directeur du Devoir, par exemple, Claude Ryan, soutient que la communauté anglophone du Québec mérite d’avoir ses propres écoles, non seulement parce que le nombre le justifie, mais aussi en raison de sa tradition, « très longue et très respectable […] qui a toujours fait l’honneur du Québec ». Aux organisateurs du mouvement, que dénoncent la majorité des éditorialistes en français, la manifestation prouve en tout cas le caractère contestataire de leur projet ; la réaction des journaux met aussi en lumière l’opposition entre ce mouvement et le courant nationaliste majoritaire. Mais il n’y a pas que les journaux de la ville qui prennent leurs distances avec le mouvement. Tous les grands partis politiques, y compris le tout nouveau Parti québécois et son chef René Lévesque, se tiennent loin des protestataires. Même la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal,

porte-parole traditionnel du nationalism canadien-français, et l’un des plus ardents défenseurs des droits linguistiques, décide qu’elle n’a rien à voir avec cette marche.

L’ARGUMENT

L’écart entre l’Opération McGill et le courant dominant du mouvement nationaliste s’explique en partie par la réaction de ce dernier au ton militant et à l’attitude inflexible des militants, jeunes pour la plupart, qui organisent la manifestation. Ces organisateurs parlent le langage de la quête d’absolu, fruit des certitudes de la jeunesse. Mais il existe également des divisions idéologiques, car la lutte de l’Opération McGill vise explicitement le pouvoir économique et non seulement le pouvoir linguistique.
À la mi-février 1969, le McGill Daily publie un article de Stanley Gray intitulé « McGill et le viol du Québec », qui, repris et diffusé dans toute la province, joue un rôle déterminant dans la définition de l'idéologie du mouvement. L'article s'inspire du langage du mouvement de décolonisation du Québec, mouvement dont il hérèt à la fois de la perspicacité et des limites. Le titre même de Gray révèle cette parenté avec le discours très marqué par les rapports hommes-femmes qui caractérise le mouvement depuis le début. Gray ne parle pas seulement du « viol du Québec », mais également de la manière dont « les universitaires de McGill agissent comme les putains intellectuelles de l'establishment47 ». Il n'est pas le seul à utiliser des métaphores sexuelles pour mettre en lumière les rapports de pouvoir dans la province. Mark Starowicz, par exemple, ridiculise les déclarations de l'administration à la défense de l'Université, les qualifiant de tentatives pour présenter « le spectre de McGill, vierge innocente exposée nue devant des milliers de séparatistes sexuellement dépravés48 ». En recourant à des métaphores sexuelles qui représentent les femmes comme des victimes passives ou comme des « putains », ces auteurs s'efforcent de déconstruire des systèmes de pouvoir et d'oppression, mais ce faisant ils font appel à un discours marqué par les rapports sociaux de sexe qui recèle de nouvelles formes d'exclusion.

« McGill and the Rape of Québec » ne traite pas seulement du rôle de l'université dans la société, il s'efforce également d'exposer le potentiel démocratique en germe dans sa structure. L'article commence par la prémisse selon laquelle, durant les deux cents dernières années, le Québec a été colonisé, le capital britannique puis le capital américain se sont appropriés ses ressources naturelles et son peuple a été exploité par des élites étrangères (avec la complicité des dirigeants locaux)49. Et il n'existe probablement pas de meilleur symbole de cette domination étrangère, soutient Gray, que l'Université McGill. Le Conseil des gouverneurs de McGill incarne l'élite dirigeante des entreprises du Québec, entreprises qui ont « avec le Québec un rapport semblable à celui qu'entretient la compagnie United Fruit avec les républiques de bananes de l'Amérique latine – des propriétaires absentéistes de l'économie, qui pillent les ressources naturelles de la nation et emportent les profits hors du pays50 ». Le fait que l'établissement d'enseignement le plus riche et le plus important du Québec fonctionne en anglais n'est pas un accident de l'histoire, soutient Gray : la langue anglaise a été imposée aux Québécois par « la conquête militaire, la colonisation politique et la domination économique ». Le colonialisme a fait en sorte que « les deux contradictions principales à l'œuvre au sein de la société québécoise – la lutte des classes qui oppose les travailleurs aux intérêts du profit privé et le conflit national qui oppose la nation d'en bas à la nation au sommet – sont ainsi intrinsèquement liées ». Faisant écho au manichéisme simpliste de La Revue socialiste de la fin des années 1950, Gray avance que lorsque les travailleurs font la grève contre les grandes entreprises, « les francophones sont presque tous d'un côté et les anglophones presque tous de l'autre ». Au Québec, il y a deux formes d'exploitation – l'exploitation de classe et l'exploitation nationale – mais ces deux différentes formes de domination ont été fusionnées et McGill, affirme Gray, est « du mauvais côté dans les deux cas51 ».

---


50/ Ibid.

Les analyses que produit Gray de la société québécoise et du rôle de McGill au sein de celle-ci sont reprises par les publications étudiantes de toute la ville, depuis le McGill Daily jusqu’aux journaux des cégeps francophones. Lorsque, en mars 1969, Maurice Roy, du journal de l’Université de Montréal, Le Quartier Latin, téléphone à Mark Starowicz pour s’informer de la position du Daily sur la manifestation qui s’en vient, il est agréablement surpris d’apprendre que le Daily est favorable à la francisation de l’Université McGill. Qui plus est, selon les paroles de Starowicz rapportées par Maurice Roy : « il ne s’agit pas là d’une question simplement linguistique : la rédaction du Daily demande la socialisation de McGill […] S’il s’agissait de créer une deuxième “Université de Montréal”, les gars ne marcheraient plus. La rédaction du journal, se définissant comme indépendantiste et socialiste, ne saurait dissocier ces deux termes ».

De par sa fonction de centre de formation pour les gestionnaires du capital américain, soutiennent les étudiants du Collège Sainte-Marie de Montréal, « McGill est devenu le bastion de l’impérialisme américain et canadien ». Comme l’Université est coupable de « l’exploitation de milliers de travailleurs québécois et de peuples entiers » et constitue une partie importante du complexe militaro-industriel américain, il devient clair que la libération des travailleurs québécois « passe par McGill »53 ». Pour J.-P. Dallaire, du Quartier Latin, McGill est devenu le symbole d’une « minorité colonisatrice »54 ». Dans un futur Québec indépendant et socialiste, McGill « devra se franciser et réviser ses rapports avec la population »55 ».

Dans un document signé par bon nombre des groupes impliqués dans l’organisation de l’Opération McGill56 et diffusé largement — document qui deviendra une sorte de manifeste pour le mouvement57 —, on fait remonter les injustices du système d’éducation du Québec jusqu’à la Conquête de 1759.

Étant donné la fortune de la bourgeoisie anglophone, la qualité des universités de langue anglaise est de loin supérieure à celle de leurs équivalents de langue française, ce qui reflète « la pénible histoire d’une nation vaincue, conquise et dominée »58 ». Les statistiques semblent parler d’elles-mêmes : même si les francophones constituent 83 % de la société québécoise, trois des six universités du Québec sont anglaises. Les anglophones forment 17 % de la population, mais ils occupent 42 % de toutes les places dans les établissements universitaires et reçoivent


55/ Ibid.

56/Les organismes suivants sont au nombre des signataires : Comité Indépendance-Socialisme; Comité d’action des cégeps ; Ahuntsic (Saint-Ignace), Bois-de-Boulogne, De Mortagne, Édouard-Montpetit, Maisonneuve, Rosemont, Vieux-Montréal (Arts appliqués, Marie-Victorin, Sainte-Marie); Comités ouvriers : Rosemont, Sainte-Marie; Comité d’action de l’Université de Montréal (HEC, philosophie, sciences sociales, histoire, lettres); Comité d’action de l’École normale Ville-Marie; Front de libération populaire; Intellectuels ouvriers patriotes du Québec; McGill Radical Students Alliance; Mouvement d’intégration scolaire; Mouvement pour l’unilinguisme français au Québec; Société nationale populaire; Université libre d’art quotidien; Union générale des étudiants du secondaire. Le document est publié dans plusieurs journaux, parfois avec quelques modifications. Dans Le sainte-marie, par exemple, un paragraphe sans ambiguïté a été ajouté en conclusion : « Selon Albert Memi, il y a deux réponses possibles pour le colonisé face à la violence de la situation coloniale : l’identification aux colonialistes ou la recherche d’une identité; donc, soumission ou révolte. » WRDA, fonds Opération McGill, « Whose Afraid of a French McGill ? », Le Sainte-Marie, 24 mars 1969, p. 2-3.

57/Voir « Une douzaine d’organismes signent un manifeste sur "l’Opération McGill" », Le Devoir, 13 mars 1969, p. 3.
Vietnamiens est aussi notre victoire, la répression contre les mouvements du Québec est une répression contre nous. Le mouvement SDS a suivi avec intérêt, sympathie et solidarité le développement de la conscience anti-imperialiste au Québec. Le Bureau national du SDS exprime donc son appui total à la lutte des Québécois contre l'impérialisme culturel anglo-saxon.

Dans l'espoir d'obtenir un vaste appui, Bienvenue à McGill s'adresse aux travailleurs, publie un message de Michel Chartrand au sujet de la nécessité de restructurer l'économie québécoise et affirme que si McGill devenait simplement une université de langue française de plus, rien ne changerait. C'est le système universitaire lui-même qu'il faut démocratiser radicalement et mettre au service du monde ordinaire. Gray reprend l'argument de Chartrand et met en lumière l'énorme potentiel que possède l'université. Aux mains du peuple, soutient-il, l'université pourrait devenir «un centre de recherche et d'enseignement qui contribuerait à donner au peuple les moyens de prendre en charge son

Aujourd'hui, dans un contexte d'interdépendance internationale, la solidarité internationale n'est pas seulement une question de sympathie morale envers les peuples qui luttent pour leur libération. La victoire des

30% des subventions gouvernementales. McGill possède un budget de recherche équivalent aux budgets combinés de l'Université de Montréal et de l'Université Laval, et sa bibliothèque – qui n'est pas accessible au public – contient la meilleure collection de littérature québécoise de la province. Les frais de scolarité à McGill sont de 200 $ supérieurs à ceux des autres universités, poursuit le document, et, par-dessus le marché, l'établissement décerne régulièrement des doctorats honorifiques à des financiers anglo-américains qui sont responsables de l'exploitation du peuple québécois.

De tous les documents, journaux et tracts produits par l'Opération McGill, le plus important est Bienvenue à McGill. Conçu à l'origine comme une édition française du McGill Daily, le journal a été financé par les « comités d'action » de plusieurs cégeps et par le Conseil central de Montréal de la CSN. Plus de 90 000 exemplaires sont imprimés et distribués dans les établissements scolaires et universitaires, dans les usines, aux stations de métro et dans des réunions politiques. Ce journal, plus que tout autre document, parle au nom du mouvement, exposant les raisons pour lesquelles les étudiants, travailleurs et militants doivent descendre dans la rue et manifester. Il faut s'opposer à McGill, soutient le journal, parce qu'il s'agit du symbole vivant des deux cents années durant lesquelles le Québec a été exploité par les puissances impérialistes. À l'appui de cet argument, Bienvenue à McGill reproduit le poème de Michèle Lalonde, « Speak White » et, pour démontrer son internationalisme, le journal publie une lettre de solidarité du bureau national du SDS (Sozialisticher Deutscher Studentenbund : Union socialiste allemande des étudiants), principale organisation de la nouvelle gauche ouest-allemande :
destin ». Mais si McGill ne change pas, ne se démocratise pas, « un nombre croissant de Québécois la percevront comme une menace à leur épanouissement, comme un obstacle à leur libération62 ».

La manifestation autour de McGill exprime un mélange complexe de revendications nationales et sociales, de sorte qu’il serait faux de l’attribuer soit au nationalisme, soit au socialisme uniquement. Un des principaux sujets de discorde à propos de l’événement est son nom même. Plusieurs sont consternés de voir la socialiste « Opération McGill » céder le pas à « McGill français », plus nationaliste63. Lorsque les organisateurs de la manifestation autorisent les médias à présenter l’événement comme étant plus axé sur la langue que sur la classe sociale, ils se heurtent à la révolte des étudiants et des travailleurs francophones que cette réduction de la lutte, fondée à l’origine sur une analyse de classe, a mis en colère64.

La plupart des gens de McGill n’appuient pas la manifestation ni, sur un plan plus large, la position politique anticolonialiste au Québec65. L’Opération McGill a néanmoins pour conséquence importante, notamment, de radicaliser une nouvelle génération d’anglophones qui continueront à défendre la cause de la décolonisation du Québec. Plusieurs des auteurs radicaux du McGill Daily iront fonder The Last Post, revue de langue anglaise qui cherchera à créer des liens entre les lecteurs et les mouvements politiques de gauche au Québec, tout en souhaitant être le pendant canadien de Ramparts. La revue se signalera comme la seule publication canadienne-anglaise d’envergure issue de la lutte pour la décolonisation du Québec. Quant au mouvement étudiant du Québec, qui a joué un rôle extrêmement important dans la politisation des questions de langue et d’éducation et qui a fait irruption sur la scène à l’automne 1968, l’année 1969 verra le début de son effritement, car il sera écrasé sous le poids de son volontarisme et de l’intransigeance de son discours66.

De bien des manières, l’Opération McGill français n’a été qu’une autre manifestation éphémère des années 1960, manifestation qui a temporairement rapproché différents groupes les uns des autres, sans pour autant mener à une organisation politique durable. Sur le plan culturel plus large, cependant, les manifestations autour de McGill ont beaucoup contribué à recen-trer le débat politique sur les questions de langue, de pouvoir, d’économie et d’éducation et à créer une atmosphère qui incitera des dizaines de milliers de personnes à descendre dans la rue à l’automne 1969.

BILL 63, DÉCOLONISATION ET NATIONALISME

Au cours de l’année 1969, le MIS, qui devient la LIS (Ligue pour l’intégration scolaire)67 organise des réunions publiques et des manifestations pour discuter de la langue d’enseignement à
Saint-Léonard. Le 10 septembre, tandis que la LIS décide de marcher dans le quartier pour exiger que la langue d’enseignement soit le français, des manifestants italiens se tiennent sur les trottoirs et crient des insultes. Une émeute éclate bientôt, 50 personnes sont arrêtées, une centaine sont blessées et, pour la première fois depuis 1957, la Loi de l’émeute est invoquée à Montréal\(^{68}\). Les tensions linguistiques et ethniques atteignent de nouveaux sommets.

Les tensions linguistiques s’accentuent de jour en jour, le gouvernement du Québec dirigé par l’Union nationale se rend compte qu’il doit intervenir dans ce débat explosif. Le 23 octobre 1969, Jean-Jacques Bertrand présente sa nouvelle solution à la crise linguistique, le projet de loi 63, dit *Bill 63*. De nombreux aspects du projet de loi visent à faire la promotion de la langue française ; les immigrants seront encouragés à apprendre le français, un « Office de la langue française » sera institué et tous les diplômés des établissements scolaires du Québec seront censés avoir une connaissance d’usage du français. Mais ces éléments ne dissipent pas les inquiétudes des nationalistes du Québec devant la disposition centrale du projet de loi : tous les parents de la province – y compris les francophones – auront le droit de choisir, entre l’anglais et le français, la langue dans laquelle leurs enfants seront scolarisés\(^{69}\). En garantissant les droits de scolarisation en anglais, considère-t-on, le gouvernement accorde une place privilégiée à la langue de la classe dominante. Comme il n’est pas réaliste de penser que les immigrants choisiront de faire scolariser leurs enfants dans une langue qui les condamnera à la marginalisation économique, bien des gens voient le projet de loi 63 comme « un pas de plus vers le génocide culturel de la nation québécoise\(^{70}\) ».

Dès la présentation du projet de loi, pratiquement tous les mouvements d’opposition de Montréal commencent à se mobiliser. Les syndicats, les groupes d’étudiants et les organisations extraparlementaires entrent en action. Mais contrairement à l’Opération McGill, cette fois les protestations ne viennent pas seulement de la gauche. Le Parti québécois et la Société Saint-Jean-Baptiste font partie de l’opposition et, le premier samedi suivant le dévoilement du *Bill 63* par Bertrand, plus de 600 personnes représentant un large éventail de groupes se rassemblent pour former un front commun. Plus de cent groupes se réunissent pour créer le Front du Québec français (FQF) et décident d’organiser une semaine de protestation pour mobiliser l’opinion publique contre l’adoption du projet de loi\(^{71}\). En quelques jours, les rues de la province se remplissent de protestataires, ce qui constitue la plus grande mobilisation populaire depuis les émeutes de la conscription de la Deuxième Guerre mondiale.

Le principal porte-parole du FQF est François-Albert Angers, président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. Angers déclare que la lutte contre le *Bill 63* est une nouvelle bataille des Plaines d’Abraham et il affirme que le premier ministre du Québec, Jean-Jacques Bertrand, est un nouveau général Wolfe. En donnant à l’anglais un statut égal au français, soutient-il, l’Assemblée nationale légifère *de facto* en faveur de la supériorité des anglophones. Dès sa fondation, le FQF expose ses revendications sur le plan purement linguistique et non sur les plans social et

---

\(^{68}\) Levine, p. 132.


économique. Comme solution au problème de la langue, le FQF exige que le gouvernement présente à la population une politique globale et proclame l’unilinguisme français à tous les niveaux. Alors que de nombreux groupes impliqués dans les protestations y voient la preuve d’une aspiration populaire au changement, c’est le FQF qui parvient à devenir la principale voix de l’opposition au projet de loi 63.

Le FQF, qui rassemble des groupes de la droite comme de la gauche, emploie un langage nationaliste qui brouille les distinctions de classes et les rapports de pouvoir économique. La meilleure expression de cette perspective est celle de François-Albert Angers lui-même lorsqu’il s’adresse au Conseil central des syndicats nationaux de Montréal. Faisant appel aux travailleurs de la CSN comme à « l’élite ouvrière », puis comme à « l’élite tout court du Québec », Angers affirme :

Le français est la langue maternelle de toute la population, et lorsqu’il est en danger, il n’y a plus d’ouvriers, il n’y a plus d’avocats, il ne doit plus y avoir d’hommes d’affaires, il n’y a plus de professeurs, mais il n’y a que des Québécois francophones, défendant leur vie, leur existence fondamentale, leur droit de travailler en français, de parler en français, dans la langue de leurs mères et leurs pères.

Pour Angers, les problèmes linguistiques du Québec sont le résultat de la Conquête, par laquelle un groupe a imposé sa langue à un autre. Aux anglophones qui avancent le droit des parents de choisir, il déclare que le véritable droit linguistique est le droit « d’une collectivité à conserver sa culture en dépit des conquêtes ». La seule solution pour les francophones du Québec est de resserrer les rangs, de passer outre aux distinctions entre ouvriers et professionnels, de mettre de côté les questions de différences de classe et de se battre pour la sauvegarde de la nation.

Mais une autre vision commence aussi à s’exprimer, qui tient compte des rapports entre classe et langue et envisage la transformation sociale de différentes façons. Même si le FQF est considéré comme la voix dominante de l’opposition au projet de loi 63, les masses qui envahissent les rues de Montréal au cours de la première semaine de manifestations ont une perspective politique et sociale qui échappe au contrôle d’une voix unique au sommet. Selon un jeune militant, le Bill 63 est dénoncé parce qu’il ne fait que reproduire les structures coloniales. « Fondamentalement, soutient-il, ce n’est pas une question de nature linguistique, mais plutôt politique. » Travaillers, étudiants et militants de gauche se mobilisent par eux-mêmes dans les rues. Des groupes d’étudiants et de citoyens s’emploient à mobiliser leurs milieux et une coalition de groupes de gauche forme même son propre front commun : le Front commun contre le Bill 63. Ce dernier agit parallèlement au FQF et constitue la principale force organisatrice derrière bon nombre des manifestations de la semaine qui suit le dévoilement du projet de loi 63.

La première grande manifestation, qui se tient le mardi 28 octobre, est organisée par les forces combinées des groupes étudiants et des autres groupes de gauche. Dans toute la province, des étudiants perturbent le fonctionnement de leurs établissements d’enseignement en organisant des journées d’étude, mais c’est
à Montréal que se tiennent les manifestations les plus grandes et les plus spectaculaires. Dix mille étudiants marchent dans les rues de la ville avant de converger au Centre sportif de l'Université de Montréal, où des milliers d'autres les rejoignent. À certains moments, plus de 11 000 étudiants sont entassés dans un aréna de 4500 places ; le parterre et les allées sont bondés et, en définitive, compte tenu des entrées et des sorties, plus de 20 000 étudiants seront passés à l'aréna au cours de ce qui aura été un immense teach-in77. Michel Chartrand, Pierre Bourgault et Raymond Lemieux s'adressent à une foule gagnée d'avance, lui rappelant l'objectif de cette opposition au projet de loi 63 : que l'anglais cesse de servir de « principal outil d'oppression du peuple québécois78 ».

Le mercredi 29 octobre, une coalition de comités de travailleurs et de citoyens79 organise une manifestation qui fait descendre dans les rues de Montréal au moins 25 000 citoyens. Les manifestants se rencontrent au début de la soirée dans quatre lieux de rassemblement : à Saint-Henri, au centre-ville, dans l'est et dans le nord de la ville ; ils sont rapidement rejoints par des groupes d'étudiants qui ont parcouru la ville tout au long de la journée et qui se sont rassemblés au parc Lafontaine en prévision de la marche. L'itinéraire projeté est révélateur de l'idéologie sous-jacente. Les manifestants passent devant les principaux lieux de pouvoir à Montréal, en commençant par l'hôtel de ville, puis se dirigent vers l'ouest jusqu'à la Place Victoria, au cœur du quartier des affaires de la ville. Devant les bureaux du Conseil du patronat et de la Chambre de commerce de Montréal, notamment, la foule allume un feu et y brûle les effigies du premier ministre Bertrand et du maire Jean Drapeau, entre autres. Les manifestants reviennent par le boulevard Dorchester et remontent jusqu'au parc Lafontaine où ils allument d'autres feux, brûlent d'autres effigies, puis se dispersent80. En marchant de l'un à l'autre des principaux lieux de pouvoir économique et politique dans la ville, la foule démontre que la langue symbolise les autres objets de sa lutte.

Si le FQF ne s'oppose pas aux manifestations organisées par les étudiants et les travailleurs, il ne fait rien non plus pour les appuyer. Au lieu de cela, il prépare un rassemblement de masse à Québec, le vendredi 31 octobre. La manifestation, qui débute dans le calme, tourne à la violence quand des protestataires commencent à lancer des bouteilles en direction des policiers. Ceux-ci répliquent promptement par des gaz lacrymogènes et le chaos s'ensuit81. À la fin de cette semaine de protestations sans précédent, il est clair que l'opposition au projet de loi 63 est profonde. Les groupes de travailleurs ou d'étudiants et les organismes de gauche ne partagent pas une idéologie homogène, mais pour tous ces groupes le projet de loi 63 s'inscrit dans ce qu'ils considèrent comme le caractère colonisé de la société québécoise. Selon un tract diffusé par les comités ouvriers de différents quartiers, le Bill 63, ou « Bill de la caisse électorale », facilite l'exploitation des ouvriers québécois par la minorité anglophone de la province82.

78/Ibid., p. 2.
82/WRAA, funds Campaign Against the Bill 63, « Travailleurs, unissons-nous contre le Bill 63 », tract diffusé par les organismes suivants : Comité ouvrier de Saint-Henri, Comité ouvrier de Sainte-Marie, Comité ouvrier Centre-Ville, Comité ouvrier d'Hochelaga-Maisonneuve, Comité de citoyens de Mercier, Comité de citoyens de Saint-Jacques, n.d.
Le journal Québec-Presse – hebdomadaire tout juste fondé par la gauche afin de fournir un contrepoids aux grands médias – expose ses propres raisons de s’opposer au projet de loi 63. La langue française est menacée au Québec, soutient le journal, parce que les francophones sont de plus en plus obligés de parler l’anglais – langue du pouvoir et de l’autorité – pour survivre. En renforçant ce rapport de pouvoir inégal, le Bill 63 est « une législation de conquérant ou de roi-nègre et non celle d’un gouvernement libre83 ». Les rédacteurs du journal comprennent qu’il ne faut pas blâmer les parents d’envoyer leurs enfants à des écoles de langue anglaise, car tout le monde sait qu’il est économiquement avantageux de parler l’anglais84. Porter toute l’attention sur la langue d’enseignement, c’est donc mettre « la charrue avant les bœufs ». Le problème de la langue de travail, demande le journal, ne découle-t-il pas de facteurs sociaux et économiques85 ?

Lorsque le Parti québécois – avec la collaboration de la CSN, de la CEQ (Corporation des enseignants du Québec), de l’Alliance des professeurs de Montréal, de la FTQ (Fédération des travailleurs du Québec), de la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste et de la SSJB de Montréal – publie un numéro spécial du Pouvoir, les différentes manières d’envisager le problème de la langue au Québec deviennent évidentes. D’une part, le journal reprend un discours de Jérôme Proulx, ancien député de l’Union nationale qui a quitté le parti lors du dépôt du projet de loi 63. Loin de voir le monde à travers la longnette de l’anti-impérialisme mondial, Proulx fait amplement usage de figures de style nationalistes traditionnelles, parlant de « trahison du sens de l’histoire » : « Il n’existe, dit-il, qu’une seule fidélité, qu’une seule solidarité, celle que l’on doit à sa nation, à son peuple, le nôtre86 ». Si le journal publie le discours de Proulx, il publie aussi des discours de Raymond Parent, de la CSN, et de Fernand Daoust, de la FTQ, qui affirment l’un et l’autre que la lutte pour les droits linguistiques doit être replacée à l’intérieur d’un cadre d’analyse plus large. Parent soutient que si les causes de la crise linguistique actuelle sont multiples, elles incluent, d’une part, le pouvoir et l’influence du Canada anglais et des États-Unis et, d’autre part, la séparation entre « les dirigeants économiques », « surtout anglophones », et « la masse de la population » en raison du capitalisme. « De façon globale, affirme Parent, nous estimons que l’avenir d’une culture menacée et compromise comme la nôtre dépend d’un mouvement populaire de fond, de nature politique, économique et sociale87 ». Fernand Daoust, pour sa part, soutient que l’anglais est la langue du prestige et du pouvoir économique et que le français est la langue du chômage et de l’incertitude. La FTQ se réjouit de ce que la population « ait commencé à se réveiller et que de plus en plus, elle décide de prendre en main ses destinées88 ».

Bien que la politique de la rue et le discours politique de l’opposition au projet de loi 63 soient tous deux profondément influencés par les idées sur la décolonisation socialiste, il n’y a pas que cette théorie qui inspire les manifestations. Bien des gens, en particulier ceux qui manifestent le 31 octobre devant l’Assemblée nationale, puisent dans les métaphores du nationalisme traditionnel pour dénoncer les actions du gouvernement. Mais la plupart sont simplement emportés par l’expression publique de l’indignation ; les manifestants dans les rues expriment un mélange ambigu de nationalisme, de marxisme et de libération nationale,

83/ « Notre position », Québec-Presse, 2 novembre 1969, p. 1A.
84/ « Le Bill 63 », Québec-Presse, 2 novembre 1969, p. 7A.
85/ Ibid.
86/ WRDA, fonds FRAP, fonds Jérôme Proulx, Le Pouvoir 2, n° 4, s.d., p. 2.
87/ WRDA, fonds FRAP, Raymond Parent, « La CSN », Le Pouvoir 2, n° 4, s.d., p. 2.
88/ WRDA, fonds FRAP, Fernand Daoust, « La FTQ », Le Pouvoir 2, n° 4, s.d., p. 3.
positions qui fusionnent souvent pour dénoncer les projets du gouvernement de garantir le droit à l'éducation en anglais dans la province. Et pourtant, malgré le métissage des perspectives et des mouvements, de nombreuses voix demeurent inentendues, étouffées ou, à tout le moins, repoussées à la marge. Si la langue d'enseignement pour les immigrants a allumé la crise au tout début, pourquoi les voix de ces immigrants — et en particulier des nombreux immigrants de la gauche qui forment une partie si importante de la communauté progressiste de Montréal — ne sont-elles pas entendues ?

UNE QUESTION D'IMMIGRANTS ?

Au cours des années 1960, les conceptions de la nation au Québec connaissent une importante transformation symbolique, à partir de la nation « canadienne-française » définie de manière ethnique vers un nationalisme fondé davantage sur le territoire et représenté par le Québec en tant qu'État. Cette transformation, soutient l'historien Martin Pâquet, s'accompagne d'une nouvelle culture politique et de nouvelles conceptions de la citoyenneté, alors que les rapports entre l'individu et la société sont définis dans une perspective de plus en plus contractuelle et de moins en moins organique. Plutôt que de voir dans l'immigration une force déstabilisatrice pour la nation, comme le faisaient leurs précédeurs, de nombreux nationalistes du courant dominant se mettent à envisager l'immigration sous un angle instrumental dans les années 1960. Autrement dit, ils considèrent de plus en plus que l'intégration réussie des immigrants dans la communauté francophone est essentielle à la survie et au développement de la nation.

La lutte contre le projet de loi 63 tourne spécifiquement autour de la langue de scolarisation des nouveaux arrivants. Il s'agit d'un combat pour déterminer quelle communauté linguistique, à Montréal, la française ou l'anglaise, va continuer à croître malgré un taux de natalité en chute libre. Les Montréalais de gauche incluent constamment les immigrants dans leurs descriptions des groupes opprimés du Québec. Le problème qu'ils voient n'est pas que les immigrants refusent de s'intégrer dans une nouvelle société, mais plutôt que, pour des raisons de nécessité économique, ils s'intègrent dans la langue et dans la culture du pouvoir dominant.

Au moment où les débats concernant la place des immigrants dans la société québécoise paralysent toute la ville, cependant, de nombreux immigrants demandent à faire entendre leur point de vue. Le 12 novembre 1969, Kimon Valaskakis, qui se définit comme un néo-Québécois, publie dans Le Devoir un

---


91/ Certes, il est assez paradoxal que le débat se fixe sur l'intégration des immigrants. Selon Michael Behiels, pendant la majeure partie du XXe siècle, ni les francophones ni les anglophones ne se sont expressément accueilli les immigrants, et aucune des deux communautés ne « souhaitait que le gouvernement provincial modifie la double structure ethnique et religieuse instituée par la constitution ». « L'absence de volonté d'une communauté comme de l'autre d'accepter le pluralisme religieux et ethnique, affirme Behiels, a mis la table pour près de sept décennies et a favorisé dans une large mesure les crises linguistiques et culturelles des années 1970 et 1980. » Behiels, Quebec and the Question of Immigration : From Ethnocentrism to Ethnic Pluralism, 1920-1985, p. 5.
article émouvant dans lequel il décrit son interprétation du débat autour du projet de loi 63. Valaskakis se dit encouragé de voir « un peuple longtemps opprimé qui décide de descendre dans la rue pour manifester sa volonté de ne pas mourir » et convaincu que le « néo-Québécois doit certainement s’assimiler au milieu québécois ». Cependant, malgré l’enthousiasme du moment, il se dit inquiet devant la réaction quasi unanime de la société civile devant le projet de loi 63. Il s’oppose à la fois aux arguments nationalistes et à la rhétorique de gauche qui amalgamait trop facilement langue et classe ; il invoque deux raisons : 1) tous les exploités ne sont pas francophones ; 2) tous les francophones ne sont pas exploités. À l’affirmation selon laquelle la langue est une arme de domination, Valaskakis répond que cet argument ne tient pas suffisamment compte des dimensions politique, économique et militaire de la domination, contre lesquelles le fait de parler français n’offre guère de protection. Et il n’y a pas que les francophones qui soient pauvres : les deux groupes ethniques qui occupent un rang inférieur, les Italiens et les Autochtones, parlent surtout anglais.

Ce qui rend le Québec unique, pour Valaskakis, est le fait qu’il échappe à la prison du monolithisme qui piège tellement d’autres sociétés. Montréal symbolise :

une véritable mosaïque de nationalités, d’idées, de points de vue. Nous avons ici une société ouverte, donc riche et fertile. Nous avons ici, à l’encontre des vieilles capitales européennes, une dimension humaine qui est un langage sans nationalités, un agrégat de valeurs, une liberté d’esprit.

Mais Montréal n’est pas seulement différent de l’Europe – il représente une solution de rechange au reste de l’Amérique du Nord. « Ce caractère, poursuit-il, n’existe qu’à cause de la culture québécoise francophone qui, par sa vitalité, a fait écho à l’Amérique du Nord. Et c’est cette même société qui peut ou bien rester multidimensionnelle ou bien devenir elle-même monolithique. » Il s’inquiète de ce que le nationalisme ait le pouvoir de nier la diversité du Québec, et si cela vient à se produire, la :

symbiose transatlantique et multiculturelle qu’est le Québec sera éliminée. Le melting-pot américain sera neutralisé, mais seulement pour être remplacé par un rouleau-compresseur français. Les individualités seront brisées, les dissidents traités de niaiseux et un monolithisme aussi impitoyable... et aussi moche, que l’américain viendra nous transformer [...] À ce compte-là, on pourrait se demander quel serait l’intérêt d’être “fondu” en français plutôt qu’en anglais.

Au cours de leur lutte de libération, conclut-il, les Québécois devraient adopter un nationalisme polyvalent et flexible, qui entretienne un questionnement et un renouvellement perpétuels, et ils devraient travailler à la création de « la première société technologiquement avancée qui ne sera pas unidimensionnelle.»

L’intervention de Valaskakis, qui survit quelques semaines à peine après le début des manifestations contre le projet de loi 63, est visionnaire et perspicace. Une lutte pour l’identité qui pose les francophones en victimes dans le drame historique du Québec et qui trace une ligne nette entre le capital anglais et le travail
français est vouée à l'échec. La vie à Montréal est trop diverse pour ne contenir qu'un seul mouvement d'opposition politique axé sur une seule forme d'oppression. Dans la rhétorique radicale de l'opposition à McGill ou au projet de loi 63, la gauche situe souvent les francophones – considérés comme une classe ethnique colonisée qui porte les espoirs d'un avenir fondé sur la justice et sur la liberté – par opposition à la minorité anglophone de la province – décrite comme une classe parasite de colonisateurs et d'impérialistes capitalistes. Mais entre les deux, l'enjeu de la lutte, le partenaire silencieux que les deux côtés espèrent « intégrer » ou « assimiler », ce sont les communautés d'immigrants, exclues du débat presque par définition. Lorsque de nombreux anglophones, qui se sont radicalisés en participant à l'Opération McGill, se dirigent vers Saint-Léonard avec l'intention d'informer la communauté italienne au sujet de la lutte de libération du Québec, par exemple, très peu d'entre eux songent à sonder l'opinion des immigrants eux-mêmes. Les voix indépendantes de ces communautés, même si elles commençaient à s'exprimer davantage, sont rarement prises en compte dans les débats.

Bientôt, ces voix seront trop fortes pour être ignorées. Des Haïtiens en exil commencent à publier des périodiques, à participer à des débats à l'Université de Montréal et à des émissions de Radio-Canada pour parler de leurs efforts pour apporter la justice sociale en Haïti. Des groupes africains partisans de l'anti-impérialisme et de la décolonisation commencent à publier des journaux et des bulletins de liaison. La communauté vietnamienne de Montréal organise des marches et des manifestations d'opposition à la guerre menée contre son pays d'origine et de d'exilés d'Afrique du Sud organisent la résistance au régime d'apartheid qui gouverne par la terrebrute. Ainsi, tandis que la vaste coalition de contestataires francophones tente de revendiquer l'espace public dans la ville, de nouveaux groupes d'immigrants contestataires commencent à se constituer et protestent contre l'exclusion des minorités de l'ensemble des structures sociales. Ils entrentеннent des liens étroits avec les luttes qui se déroulent dans leur pays d'origine, tout en s'intéressant aussi à la lutte au Québec. Plusieurs groupes commencent même à définir leurs propres espaces de résistance, ouverts au développement d'une pensée radicale. À l'instar des bureaux d'Uhruru et du Negro Community Centre for Black Montrealers, un groupe qui se présente comme étant « afro-asiatique » fonde la librairie Ho Chi Minh et des membres de la communauté arabe de Montréal établissent une Maison de la Palestine.

Le Afro-Asian Latin American People's Solidarity Committee et son pendant, le Comité de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, instituent à leur tour un Third World Centre, rue University, qui atteste par sa présence que les questions de langue ne peuvent embrasser toute la complexité de la vie dans une ville cosmopolite comme Montréal. Mais le Third World Centre poursuit également un but qui le différencie des autres centres du même type en Amérique du Nord. Il espère non seulement élargir « la base du travail anti-impérialiste parmi les gens qui viennent...
du tiers-monde », mais aussi « jouer pleinement son rôle dans la promotion de la solidarité entre le peuple du Québec et les peuples du tiers-monde⁹⁹ ». Déjà, différentes coalitions de groupes minoritaires ont commencé à revendiquer de pouvoir jouer un rôle à la fois dans la lutte anti-impérialiste mondiale et dans la vie politique au Québec¹⁰⁰. Il serait faux de soutenir que la solidarité interethnique est devenue le moteur de la politique à Montréal, ou que tous les groupes se sont unis dans une vaste opposition à l'empire. Mais il est vrai, néanmoins, que l'histoire de cette période est beaucoup plus complexe qu'on ne la décrit souvent.


De l'information sur le Québec underground, 1962-1972
C’est une question d’avenir, la question de l’avenir même, la question d’une réponse, d’une promesse, d’une responsabilité pour demain. L’archive, si nous voulons savoir ce que cela aura voulu dire, nous ne le saurons que dans le temps à venir.

Jacques Derrida

Préface

Nous sommes le 2 juin 2011, et je suis en train de lire la page 4 du journal distribué gratuitement dans les transports publics. Le contenu est surtout constitué de publicités s’adressant aux professionnels mobiles. Au-dessus d’une annonce vantant le plus récent téléphone intelligent figure un texte de cent mots sur la grève des employés de Postes Canada et, plus haut, une photographie d’une cérémonie funéraire. Il s’agit de l’enterrement du cinéaste Pierre Falardeau, véritable héros pour plusieurs générations de nationalistes québécois. À l’avant-plan, on peut voir le sculpteur Armand Vaillancourt debout à côté de la pierre tombale en granit qu’il a créée pour son ami. Sur la pierre est gravée une lettre que Falardeau a écrite à son fils en 1995, année du deuxième référendum sur la souveraineté du Québec. En arrière-plan, on aperçoit un groupe de jeunes, pour qui ce message a toujours un sens. Derrière Vaillancourt se déploie le drapeau du Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ), symbole de la rébellion avortée des Patriotes contre le pouvoir colonial britannique, en 1837. Figure frappante avec sa barbe blanche bien fournie et ses longs cheveux, l’artiste a les deux bras levés vers le ciel, geste messianique s’il en est.


Québec underground nous fournit quelques traces d'une période au cours de laquelle les artistes inscrivaient la transformation culturelle de la société québécoise dans les discours politiques reflétant les facteurs sociaux et économique de l'époque. Le nouvel environnement des technologies de l'information annoncé par Marshall McLuhan en était aux premiers stades de son développement, tandis que les vieux médias imprimés étaient les livres et les revues constituaient toujours les instruments des réseaux d'information parallèles. Les groupes militantes internationales et les mouvements de la contre-culture des années 1960 ont eu recours aux publications et aux médias imprimés, considérés comme des forces de changement social. Au Québec, ce déferlement de publications a eu lieu durant la Révolution tranquille, alors que le développement économique en plein essor de l'époque coexistant malaisément avec le discours de la décolonisation associé à la gauche politique internationale.

Québec underground a été publié chez Médard (1971–1973), revue produite par le Groupe de recherche en administration de l'art, à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Les étudiants participaient au Groupe de recherche pour obtenir des crédits, mais il ne s'agissait pas d'un séminaire universitaire comme les autres, car les distinctions entre l'expertise des « étudiants » et celle des « professeurs » étaient abolies au profit d'un apprentissage

---


expérientiel et participatif. Normand Thériault a enseigné ce cours alors qu'il était en congé sabbatique de son poste de critique d'art au journal La Presse. S'appuyant sur sa pratique de commissaire, Thériault concevait ses projets pédagogiques comme des interventions, et son approche politique visait à déterminer les modes de présence de l'éthique de l'esthétique dans la sphère sociale⁴; il considérait la scène artistique québécoise comme insulaire et ne voyait aucun intérêt à ce que le Groupe de recherche s'adonne à un apprentissage passif auprès des institutions existantes. Sa solution a été d'encourager ses étudiants à s'investir directement dans le milieu artistique, afin de devenir eux-mêmes des producteurs culturels. Avec l'aide d'un groupe de douze à quinze étudiants (dont Chantal Pontbriand et René Blouin), le Groupe de recherche a produit une série d'ambitieuses expositions accompagnées de catalogues, notamment Québec underground : 1962-1972. Plus tard, Thériault parlera de son désir de former une nouvelle génération, « qui [va] faire en sorte qu'un jour il va se passer quelque chose !⁵ ».

Québec underground est dialogique dans la façon dont il a été assemblé et produit. La préface indique que le catalogue en trois tomes est « un produit collectif réalisé sous la direction d'Yves Robillard », à qui l'on doit la plus grande partie de l'abondante documentation. Parmi les autres personnes mentionnées dans la préface figurent quinze auteurs de textes originaux, les auteurs de plus de trente-cinq textes reproduits et une soixantaine de journalistes qui ont contribué à un aspect ou à un autre du projet. La préface mentionne aussi que Pierre Monat a réalisé le graphisme et François Martel et Normand Thériault la production, et adresse des remerciements à divers journaux, éditeurs et photographes, ainsi qu'aux personnes qui ont apporté leur aide à l'organisation de l'exposition à la boîte de nuit Casa Loma.


L'effort de classification n'a toutefois pas suffi à tempérer l'éclectisme des illustrations graphiques et le foisonnement des pages, qui créent une esthétique néo-dadaïste ancrée dans la culture populaire et qui entraînent, pour le lecteur, une expérience discontinue dans le temps et l'espace. De même, le traitement du contenu de l'ouvrage dans le présent essai n'est pas systématique, mais suit plutôt le lecteur à mesure qu'il progresse au hasard des pages. L'intention n'est pas de procurer une vue d'ensemble

⁴/ Entrevue avec Normand Thériault par Michèle Thériault et Vincent Bomin, Montréal, 5 mars 2010.

⁵/ Ibid.
exhaustive du contenu, ni de rendre compte de l’ethos d’une époque. Mon intérêt porte plutôt sur la publication elle-même, sur la façon dont elle a vu le jour, sur sa forme et son contenu ainsi que sur sa performativité dans la transmission d’un moment particulier dans le temps.

LE DOCUMENT HISTORIQUE EN TANT QUE READY-MADE

Si les trois tomes de Québec underground ne peuvent être considérés au sens strict comme un « livre d’artiste », ce genre qui a émergé à l’échelle internationale dans les années 1960 et 1970 fournit tout de même un cadre de référence utile pour des œuvres hybrides combinant des contenus factuels avec la manipulation de matériel sémiotique préexistant. (Bien que Québec underground ait été publié pour accompagner une exposition et une conférence portant le même nom, on peut lire dans une critique de la revue artscanada que l’exposition n’était qu’une prémisse au lancement du livre.) Au moment de l’ouverture, l’ouvrage était encore chez l’imprimeur et seul un exemplaire relié à la main, incomplet de surcroît, était disponible. Québec underground n’est pas un catalogue ayant une relation référentielle aux œuvres de l’exposition qu’il accompagne ; il s’apparente plutôt à un « témoinage », car il constitue une reproduction exacte de propos d’artistes qui s’inscrivent dans un contexte allant au-delà de l’époque et du lieu de la Casa Loma, à Montréal, en 1973⁶.

Dans les publications contemporaines d’artistes, comme la revue FILE Magazine du collectif General Idea, la reproduction ou la remédiation des contenus installe une dialectique entre l’information primaire et secondaire⁷. Québec underground est une publication qui assume consciemment son rôle de documentation, constituant à la fois un recueil d’expériences passées et un document à part entière créé par les étudiants et leurs professeurs. Il s’agit d’un catalogue d’exposition qui est aussi un multiple démocratique, les étudiants contrôlant les moyens de production et s’appropriant la technologie industrielle de l’impression offset pour s’en servir à leurs propres fins. Dans Québec underground, il n’existe aucune frontière claire entre le livre en tant que trace documentaire d’activités diverses et un travail d’intervention dans l’ordre symbolique d’une culture. Ce caractère insaisissable n’est pas sans rappeler l’énigme que présente le Refus global de 1948 pour les sociologues et les historiens qui étudient l’expression des récits nationaux du Québec et du Canada dans la culture littéraire et celle des médias imprimés.

Québec underground réunit deux influences contradictoires : le discours militant de la décolonisation, qui était celui de la revue Parti pris (1963–1968) et le choix du mode de vie inspiré de la contre-culture, qui caractérisait la revue Mainmise (1970–1978). La forme carrée de la publication fait écho à celle de Parti pris, publication qui appelait à la révolution socialiste par l’unification du politique et du culturel. Pour les éditeurs de Parti pris, la libération du peuple était d’ordre « littéraire » en ce qu’elle était liée à la langue, et pour les nationalistes anticOLONIAUX, la préservation de la langue française, foyer originel de la culture du Québec, était essentielle. Dans les pages de cette revue, l’identité canadienne-française a graduellement fait place à l’identité québécoise.


⁷/ Un article sur File Megazine est paru dans Médias 6 (mai 1972).
L'assemblage des pages de Québec underground est semblable à celui de Mainmise, qui se voulait un organe de la contre-culture. Son approche visait à transformer le Québec en une société offrant une solution de rechange utopique à la culture consumériste américaine dominante et aux politiques qui en émanaient parallèlement à la guerre du Vietnam. La transformation allait survenir, espérait-on, grâce aux pouvoirs hallucinogènes des drogues et aux propriétés émancipatrices de la musique et de la libération sexuelle. Dans Mainmise, l'information avait préséance sur l'analyse. Les pages de la revue contenaient des listes d'événements musicaux, de festivals et d'autres manifestations du genre ainsi que des textes recyclés provenant d'autres magazines publiés par l'Underground Press Syndicate (notamment des traductions d'articles de Marshall McLuhan), les éditeurs considérant les médias tels que la presse et la radio underground comme des agents de libération.

À l'instar de Mainmise, Québec underground n'était pas un projet d'analyse critique, mais plutôt un moyen de reproduire de l'information déjà existante. Le contenu était principalement constitué de documents et de publications éphémères et ponctuelles recueillis à la hâte au cours d'une période de deux mois. La petitesse des caractères, l'interlignage serré et les contrastes minimaux entre le texte et les titres permettaient d'introduire un maximum d'information dans une même page, mais la rareté des espaces blancs compromettait la lisibilité des textes. Les éditeurs de Québec underground étaient conscients de ses fonctions d'archivage, mais, ironiquement, sa surcharge textuelle était un obstacle à la transmission claire de l'information.

---

**LES DIMENSIONS SOCIALES DE LA REPRÉSENTATION**

Les histoires écrites du Québec ont du fil à retordre avec la représentation de la période de transition entre la Grande Noirceur et la Révolution tranquille. Il s'agit d'une histoire entremêlée de mythes focalisés sur les dimensions culturelles de la modernisation : une population rurale réprimée sous l'emprise de l'obscurantisme catholique qui se transforme en une population urbaine technologiquement avancée possédant tout le confort et toutes les possibilités d'avenir ainsi que l'ouverture sur le monde que promettait la fantasmagorie d'Expo 67. Le Refus global est un texte déterminant dans l'imagerie nationale se rapportant à cette période, un exemple éloquent du pouvoir du manifeste artistique en tant qu'acte de langage. Il peut être lu comme la

---


/10/ Dans Quand dire, c'est faire (Paris, Éditions du Seuil, 1970), J.L. Austin présente une théorie de l'acte de langage en tant qu'enonciation performatif. Il montre en quoi le langage (parole ou texte) peut donner lieu à des états de fait qui ne sont ni vrais ni faux. En art visuel, les ready-mades de Duchamp constituaient des actes de langage, car des objets de tous les jours étaient transformés en art parce que l'artiste avait déclaré que tel était leur statut. Le Refus global, et par extension Québec underground, constituent des actes de langage perlocutoires, parce que leur langage nous persuade de l'existence d'une expérience culturelle partagée qui ne correspond pas nécessairement aux « faits » du sociologue ou de l'historien. Cette disjonction vient compliquer la représentation historique.
représentation d'une population réprimée vivant sous le « règne de la peur soustrayante » de Maurice Duplessis, historiquement colonisée par les Britanniques et les Français et aliénée par la « peur d'être seul sans Dieu » instillée par l'Église catholique romaine. Le texte a eu un tel impact sur l'élite intellectuelle et politique que le ministère du Bien-être social et de la Jeunesse a exigé le congé d'emploi de Paul-Émile Borduas de son poste de professeur\(^{11}\). Toutefois, l'ouvrage présente un problème aux yeux de certains historiens, qui affirment que les changements culturels de cette époque n'étaient pas la rupture spectaculaire, l'« éclatement du modernisme » que se représente l'imagination populaire, mais qu'ils étaient plutôt, en fait, très semblables aux changements qui ont eu lieu au lendemain de la guerre dans d'autres pays occidentaux\(^{12}\). Au Québec, ces changements ont contribué à exacerber des enjeux de classe liés à la langue, aux rapports entre les sexes et à l'ethnicité. Pour bien des gens, dans les années 1960, le « Je » québécois se conjuguait en solidarité avec les nations d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui accédaient alors à l'indépendance politique.

Les mythes entourant cette période de transition au Québec sont en partie attribuables à une remise de l'avant du Refus global dans la foulée d'un texte polémique intitulé La ligne du risque (1963)\(^{13}\) écrit par Pierre Vadeboncoeur, conseiller juridique à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), l'un des syndicats les plus importants et les plus actifs des années 1960. Vadeboncoeur y décrit les Québécois comme un peuple privé de pouvoir et de la liberté nécessaire à l'esprit de création. En tant qu'auteur du Refus global, Borduas était selon lui un exemple à suivre car il invitait à une rupture d'avec le passé et à un renouveau spirituel : « Le Canada français moderne commence avec lui. Il nous a donné un enseignement capital qui nous manquait. Il a délibé en nous la liberté\(^{14}\). » Pour une nouvelle génération, Borduas était vénéré en tant qu'artiste, non pas pour ses peintures, mais plutôt pour son acte de langage, sa remise en question véhémentes.

Si, en remariant à l'avant-plan le Refus global, Vadeboncoeur présente Borduas comme un personnage faisant figure de héros dans l'imagination populaire, son texte laisse toutefois dans l'ombre les conditions matérielles de l'époque\(^{15}\). Pendant trente ans, le nationalisme conservateur de l'Union nationale du premier ministre Maurice Duplessis avait projeté vers l'extérieur l'image d'une province où la main-d'œuvre catholique était obéissante, fiable et respectueuse de la hiérarchie, dans le but d'attirer les investissements américains dans les ressources naturelles québécoises. Lorsque les libéraux, dirigés par Jean Lesage, ont accédé au pouvoir en 1960, l'industrie était en grande

---

\(^{11}\) Dans la lettre du ministère adressée au directeur de l'École du meuble, on peut lire ce qui suit : « [...] parce que les écrits et les manifestes qu'il publie, ainsi que son état d'esprit ne sont pas de nature à favoriser l'enseignement que nous voulons donner à nos élèves. » Cité dans Paul-Émile Borduas: Écrits/Writings, 1942-1958, sous la dir. de François-Marc Gagnon et Dennis Young, Halifax, The Press of the Nova Scotia College of Art and Design, 1978, p. 15.

\(^{12}\) Voir les historiens sociales de Jean-Philippe Warren, Sean Mills ou de John A. Dickson et Brian Young.

\(^{13}\) Patricia Smart, Refus global : genèse et métamorphoses d'un mythe fondateur, Montréal, Programme des études sur le Québec, Université McGill, 1998, p. 12-13.


partie contrôlée par des capitaux étrangers. De plus, comme l’a montré la Commission royale d’enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963), les Canadiens français subissaient une plus grande discrimination sur le plan linguistique et les disparités salariales en milieu de travail étaient plus importantes en 1961 qu’en 1941. Du point de vue de ceux qui œuvraient à la construction d’une identité nationale en utilisant le discours de la décolonisation, le Québec possédait l’infrastructure industrielle d’une nation développée, mais subissait des formes d’exploitation caractéristiques d’une colonie.

Le discours de la rupture sociale se retrouve aussi dans l’histoire de l’art du Québec, où cette rupture est présentée comme un changement de paradigmes esthétiques. Le Refus global, par exemple, adopte le style des manifestes européens du surréalisme. En adoptant une posture internationaliste et une conscience de classe marxiste, les automatistes ont rejeté les conventions qui reflétaient l’isolement provincial, celles de la peinture et de la sculpture associées à l’École des beaux-arts ou aux peintres régionalistes du Québec. La rupture esthétique des années 1960 est décrite comme une volonté de s’éloigner de l’abstraction lyrique et de se tourner vers des processus et des matériaux industriels, ainsi que vers des actes de création prenant la forme d’événements de masse et de happenings. Le jeu et l’humour sont décrits comme des stratégies d’intervention dans la sphère politique et sociale de la culture populaire. Toutefois, en se concentrant sur les ruptures esthétiques, on risque de laisser dans l’ombre les discours marxiste et anticolonial que persistent et établissent une continuité entre le Refus global et Québec underground.

LA DÉPENDANCE CULTURELLE, CONTREPARTIE DE LA COLONISATION ÉCONOMIQUE

Le Refus global avait dénoncé les régimes coloniaux d’Angleterre et de France ainsi que la dépendance culturelle canadienne-française envers le Vatican, et la génération suivante s’est définie en s’appuyant sur le discours international du nationalisme tiers-mondiste, de la nouvelle gauche et du mouvement des droits civiques en dénonçant l’impérialisme économique et culturel américain. Dans la partie de Québec underground intitulée « La critique », Marcel Saint-Pierre explique que dans le milieu des arts visuels des années 1960, colonialisme économique était synonyme de dépendance culturelle. Cette dépendance se manifestait par un mimétisme face aux styles esthétiques dictés par les grands centres artistiques d’Amérique, comme en témoignent les expositions des plasticiens aux côtés d’œuvres d’artistes de New York représentant le courant minimaliste ou celui de l’art optique. De plus, les programmes fédéraux de soutien aux arts qui ont émergé de la Commission royale d’enquête sur l’avancement des arts, lettres et sciences au Canada, en 1957 (la commission Massey) sont critiqués parce qu’ils encouragent une « prétendue “unité nationale” qui n’a de réalité que celle d’une évidente illusion : celle d’un pan-canadien » à l’image des U.S.A. Québec underground n’est pas simplement un


document reflétant l’optimisme des années 1960 et la « rupture » manifestée par les bouleversements sociaux et culturels de la Révolution tranquille. Il se comprend mieux dans le cadre d’une trame historique plus vaste, liée à la publication du Refus global en 1948 et au contexte social où celui-ci s’inscrit.

Modeste publication tirée à 400 exemplaires miméographiés, le manifeste n’était pas du « grand art » sous forme de toile peinte, mais s’apparentait davantage à un objet de tous les jours. À la fois document et prise de position esthétique, il possédait un statut hybride qui a été mis d’autant plus en évidence par son lancement à la célèbre Librairie Tranquille, où l’on trouvait à l’époque des livres interdits aux catholiques20. Ce geste engageait la publication dans un dialogue avec la répression et la réglementation de la vie des Québécois dans les sphères intellectuelle et sociale, qui se manifestaient avec force à l’époque par les actes antisyndicaux du gouvernement duplessiste. L’action gouvernementale contre Borduas était antérieure à la violente répression policière exercée lors des grèves qui ont secoué la ville minière d’Asbestos, en 1949. La grève a été stoppée par un recours aux dispositions largement définies de la Loi protégeant la province contre la propagande communiste (mieux connue sous le nom de Loi du cadenas), loi antisyndicale qui limitait le droit aux assemblées publiques et rendait illégaux la diffusion de documents considérés comme « communistes » (le Refus global parle de « révolution » et affirme qu’« il s’agit de classe »). À la fin des années 1960, un certain nombre des revues mentionnées dans la partie « Les publications » ont été frappées par la censure sous prétexte d’« immoralité21 ». Durant la Crise d’octobre, en 1970, le recours, par le premier ministre Pierre Trudeau, à la Loi sur les mesures de guerre en réaction à la menace que constituait aux yeux du gouvernement le Front de libération du Québec (FLQ), a aussi donné lieu à la censure et à l’interdiction de certains médias imprimés, ainsi qu’à des restrictions à la liberté associative.

LES ASSEMBLÉES DE MASSE FONT PARTIE DE LA CULTURE POPULAIRE

Le discours de la décolonisation appelait les intellectuels radicaux à travailler aux côtés du peuple à la mise en œuvre d’un programme politique d’éducation populaire22. Pour les artistes, cela voulait dire entrer en rapport avec les ready-mades de la culture populaire. Dans Québec underground, on trouve dans la partie sur Ti-Pop un texte déterminant de Pierre Maheu tiré de la revue Parti pris. Même si la démarche de Ti-Pop présente des ressemblances avec celles du Pop Art américain ou des nouveaux réalisateurs français (auxquels on la compare souvent), ses affinités avec les styles internationaux ne l’empêchent pas d’être considérée comme s’inscrivant dans l’expérience de la décolonisation, parce qu’elle tient compte des particularités de la culture québécoise. Parodies du langage, du sexe et de la religion, assemblages de bouteilles de bière et de crucifix constituent les matériaux d’un art...
folklorique de l’aliénation nationale collectivement ambivalent dans sa relation avec l’Amérique et la France et nostalgique dans sa vision du nationalisme conservateur de Duplessis. Les environnements-spectacles de Serge Lemoyne, auxquels Québec underground consacre toute une section, combinent les objets quotidiens de l’économie consumériste à des références nostalgiques aux qualités gestuelles et spontanées des automatisistes.

Ces symboles de la culture populaire englobaient les assemblées syndicales de masse qui avaient lieu parallèlement à l’industrialisation et à l’automatisation de la production marchande. Saint-Pierre écrit que depuis l’époque du Refus global, les artistes étaient devenus des militants qui voulaient en finir avec la dépendance culturelle, passant d’une marginalité esthétique à une marginalité politique. Le langage de l’indépendance et de la marginalité reliait les artistes à un mouvement de masse jalonné de bouleversements politiques qui, comme l’a montré Sean Mills, utilisait la même « grammaire analogue de la contestation » que la théorie de la décolonisation. En ce sens, les assemblées de masse contemporaines des syndicats radicalisés et les mouvements de protestation militante étaient structurellement similaires aux assemblées de masse qu’étaient les happenings et les fêtes populaires dont fait état Québec underground, même si les alliances ont été transitoires.

Les documents préparatoires à Opération Déclic, manifestation de masse d’une durée de cinq jours organisée à la Bibliothèque nationale pour souligner le vingtième anniversaire de la parution du Refus global, sont reproduits dans le premier tome de Québec underground. Conçu comme une fête populaire spontanée, le rassemblement se voulait aussi une « occupation », pour reprendre le langage des mouvements de protestation internationaux. La cible de cette protestation était l’effet d’homogénéisation de l’économie marchande et la médiocrité des médias de masse, de la télévision, de la radio et du cinéma américains, qui avaient remplacé l’influence britannique (et française) sur la culture canadienne depuis le changement des rapports de force mondiaux à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Les protestataires, qui ont adressé une série de revendications au ministère des Affaires culturelles, déclaraient que les artistes avaient un rôle à jouer en tant que citoyens dans un projet consistant à secouer le public et à le sortir de son état de torpeur causé par la dépendance culturelle.

Dans le deuxième tome de Québec underground, plus de 300 pages sont consacrées à « La république des Beaux-Arts ». On y trace la chronique d’une série de grèves et d’occupations étudiantes ayant eu lieu entre 1965 et 1968, alors que les étudiants de l’École des beaux-arts dénonçaient les pratiques désuètes de l’institution. Ils décrivaient l’aliénation de l’artiste en tant que producteur culturel, exigeant des méthodes d’enseignement intégrées dans le style de celles du Bauhaus et la démocratisation de l’art, vues comme l’un des fondements de la vie culturelle d’un pays. En 1966, le gouvernement Lesage demandait au sociologue Marcel Rioux de formuler des recommandations visant à apporter des réformes à l’enseignement des arts. Les recommandations de Rioux allaient fortement s’inspirer des théories d’Herbert Marcuse et des principes d’autogestion, et témoigner d’une méfiance à

---


/24/Saint-Pierre, p. 457.

/25/Mills, p. 21.

/26/Déclic est un synonyme de rupture.

l'égard de l'influence des communications de masse. À l'automne 1968, les étudiants en avaient assez d'attendre la publication du Rapport Rioux. Ils entendaient parler des grèves qui se répandaient dans le réseau nouvellement créé des cégeps (réseau de collèges d'enseignement du Québec)\(^{28}\) et de l'emprisonnement de professeurs syndiqués, et des slogans tels que « Les étudiants au pouvoir », qui avaient commencé à émerger de Paris plus tôt ce printemps-là, ne manquaient pas de capter leur attention. Ils décidèrent donc de prendre les choses en main et de mettre sur pied leur propre association autogérée, abolissant les hiérarchies d'expertise et de spécialisation en engageant directement une conversation avec Rioux.

Le groupe Fusion des arts, affilié aux installations de gravure de l'Atelier libre de recherches graphiques de Richard Lacroix, a préféré aux démarches de représentation un engagement immédiat dans les manifestations de rue. À l'Atelier libre, des affiches ont été produites pour Opération Déclic. Des affiches ont aussi été produites pour l'Opération McGill français, une protestation massive réunissant de nombreux groupes militants qui considéraient l'Université McGill comme un symbole des inégalités de classes et de la colonisation économique et linguistique. L'Atelier a également créé des affiches pour des manifestations d'appui à Pierre Vallières et à Charles Gagnon lors des procédures juridiques intentées contre eux en raison du contenu de leur revue Révolution québécoise et de leur association avec le FLQ\(^{29}\). En septembre 1968, le Comité d'information politique invitait Alain Badiou à livrer une conférence sur l'esthétique marxiste\(^{30}\). L'Atelier libre et Fusion des arts recevaient tous deux un financement des gouvernements provincial et fédéral, mais des accusations de subversion ainsi qu'une demande d'enquête sur Fusion des arts formulée par l'Assemblée nationale du Québec ont entraîné la déstabilisation de ces ressources et la dissolution des groupes\(^{31}\).

---


des États-Unis, tout est susceptible de devenir une marchandise à consommer, et les effets de surprise se dissipent rapidement, ne laissant à l’artiste que le désespoir d’avoir à inventer d’autres formes afin de continuer à mettre au jour les contradictions. La seconde est la voie de l’art populaire, la production d’objets et de situations qui révèlent autour d’eux la conscience des masses populaires engourdie par la fantasmagorie des communications de masse et la publicité qui manipulent leurs désirs. L’art populaire devrait accompagner les gens ordinaires dans leur processus de prise de conscience, pour qu’ils prennent en main leurs propres rêves et leur propre avenir collectif. De cette façon, l’art qui pourrait au départ se présenter comme un jeu ou comme un loisir aurait une vocation pratique, une vocation d’organisation dans la lutte des classes.

RÉACTION TRANQUILLE, 1973

Dans sa présentation, Robillard clarifie pour nous sa définition de l’« underground » : « Par underground ou marginal, nous entendons toute expression artistique qui a cherché à sortir résolument de ou des médiums dans lesquels elle s’était traditionnellement cantonnée, ou bien, dans un autre esprit, toute forme d’art que l’on a voulu résolument populaire. » Dans cette définition résonne l’idée de rupture associée au Refus global, et l’accent est mis sur le recours aux médias de communication de masse (plus loin dans le texte, l’auteur donne comme exemples la revue Parti pris et les assemblées de type happenings ou fêtes populaires). Dans le sillage de l’esthétique marxiste proposée par Badiou, Robillard prône une autre voie en ce qui a trait à l’autodétermination de l’artiste dans la lutte des classes : la nécessité, pour les gens ordinaires, de prendre en main leur personnalité, de prendre en main leurs propres rêves et leur propre avenir collectif. Toutefois, dans un texte de réflexion publié ultérieurement dans la revue Médiart, Robillard admet que l’emploi du terme « underground » dans le titre constituait une assimilation opportuniste de l’expérience québécoise aux mythes de la contre-culture aux États-Unis.


complète : « Car le plus grand apport des dix dernières années est sans contredit d’avoir réussi à tracer notre portrait de Québécois et d’être maintenant capables d’en rire et de passer à autre chose en toute confiance de nous-mêmes[...]. »

Selon la théorie de la libération d’Herbert Marcuse, le principe de plaisir qui s’exprime dans le rire, le jeu ou le divertissement (ou les états altérés de conscience induits pas des substances psychotropes) n’est efficace que s’il est sublimé dans le but d’œuvrer à l’avènement du socialisme, mais inefficace en tant que moyen de retrait ou d’évasion[36]. Saint-Pierre se demande si l’on pourrait détecter, dans l’esprit de « peace and love » des magazines underground tels que Mainmise, « les passages de la “Révolution tranquille” à la “Répression” ou “Réaction tranquille” de ’70[37] ». Il reproche aux étudiants contestataires des beaux-arts leur absence de plan ou de base théorique : ils refusent leur condition dans la société postindustrielle émergente, sans pour autant proposer de revendication concrète menant vers quelque chose de nouveau. Pour Saint-Pierre, cela marque le début d’une fétichisation de la politique dans les arts. En 1971, il fait le constat de la neutralisation des revendications d’une gauche jadis radicale. Le rôle social de l’artiste est devenu le reflet de l’idéologie d’une seule classe : la petite bourgeoisie francophone privilégiée par les réformes économiques effectuées par plusieurs gouvernements nationalistes successifs. Ce phénomène s’inscrit dans un processus où les artistes contemporains ont formé un contrat social avec l’État québécois modernisé[38] et marque la transformation de l’artiste en « travailleur culturel[39] ».

En 1973, pendant que se transformaient les idéologies du nationalisme et leurs représentations culturelles, les étudiants procédaient à l’assemblage du contenu de l’« album » de Robillard. Il s’agissait d’une action collective intergénérationnelle menant à la production d’une œuvre hybride. Québec underground est à la fois un objet de connaissance et le réassemblage de structures sémantiques en tant qu’événement. À une époque où la télévision et la vidéo étaient en voie de devenir les véhicules dominants des médias de masse et de l’expression artistique, les étudiants utilisaient du papier pour documenter leur compréhension de la culture en tant que langage imposé. Peut-être Québec underground est-il, en raison de ses contradictions internes, une archive et un acte de langage dénué de conclusion. Tout comme le Refus global, les trois tomes de Québec underground ont sombré dans l’obscurité peu de temps après leur parution. Quel écho auraient-ils aujourd’hui parmi les jeunes rassemblés aux funérailles de Pierre Falardeau ?

L’auteure remercie Michèle Thériault et Lin Gibson pour leurs commentaires sur les versions antérieures de cet essai.

---

Intervenir, débattre, prendre position.

Le commissariat de Normand Thériault, 1968-1977
Produire au risque de faire une erreur, 
risquer au moins de faire quelque chose.

Normand Thériault


---

¹/ France Morin et Chantal Pontbriand, « Québec 75, une stratégie, une interview de Normand Thériault », Parachute 1 (octobre, novembre, décembre 1975), p. 6.

²/ Entrevue avec Normand Thériault par l’auteure, Montréal, 28 octobre 2011.
sont démarquées par la pertinence de leur intention, l’ambition de leur propos et la conviction avec laquelle elles ont été menées; certaines telles que Québec 75 ont atteint un statut mythique.

Pour nous qui pratiquons le commissariat aujourd’hui et sommes aux prises avec l’étonnante plasticité du terme et de la pratique, son expansion au sein du monde de l’art (et au-delà) et le pouvoir qu’il peut conférer à son auteur, il importe de nous pencher sur la figure de Normand Thériault qui a œuvré au moment où naissait le commissariat d’auteur (Thériault signait ses expositions) tel que nous le connaissons aujourd’hui3. Sa manière de faire et la manière d’être de ses projets et initiatives nous aident à nous situer dans cette histoire méconnue du commissariat d’exposition au Québec, voire au Canada. L’intérêt de son action réside aussi dans la rencontre ou l’imbrication de la microhistoire dans le grand récit du commissariat occidental. Au-delà de ce champ délimité, les réalisations de Normand Thériault nous renseignent sur les enjeux, les attitudes et les débats qui ont défini la culture québécoise de l’époque.

Cet essai discutera de thèmes portant sur le travail collectif, le débat et la prise de parole, de la méthodologie de Thériault ainsi que les influences qu’il a subies et l’isolement dans lequel il a œuvré. Il examinera sa manière de faire afin de mieux cerner la nature de son commissariat indépendant et de son attitude commissarielle en s’arrêtant en 1978, au moment où il accède au poste de conservateur de l’art contemporain au Musée des beaux-arts de Montréal. Il donnera également quelques pistes sur la façon dont est défini et ce que signifie le commissariat dans les années 1970 au Québec.

Replions-nous tout d’abord dans la société de l’époque à l’aide de quelques repères. Lorsque Normand Thériault devient critique d’art à La Presse en 1968, c’est l’année des révoltes étudiantes au sein du nouveau réseau des cégeps, d’une nouvelle occupation de l’École des beaux-arts qui, entre autres, mènera l’année suivante à son intégration à la nouvelle Université du Québec à Montréal, du dépôt du Rapport de la commission d’enquête sur l’enseignement des arts (le rapport du sociologue Marcel Rioux) et du 20e anniversaire du Refus Global qui donne lieu à l’Opération Déclic, mobilisation d’artistes de plusieurs jours pour réfléchir publiquement au rôle de l’artiste dans la société. Le Parti québécois naît également en 1968. Cette année tumultueuse, non seulement au Québec, se déroulait dans l’après-Expo 67, un morne rappel à la réalité pour les Montréalais et les Québécois qui avaient été nombreux à profiter d’une ouverture brève et fulgurante aux cultures du monde et à se réjouir de l’inscription


5/ La figure emblématique de Harald Szeemann nous vient à l’esprit et ses expositions charnières telles que Quand les attitudes deviennent formes (1969) à la Kunsthalle Bern et Documenta 5 à Kassel (1972). À cette époque, cependant, le commissariat ne constituait pas un champ d’étude et l’activité de commissariat n’était pas identifiée comme telle, ni la fonction de commissaire. On était conservateur d’exposition ou de musée ou tout simplement organisateur d’expositions.
de la métropole dans l’arène internationale. Deux ans plus tard, éclatait la Crise d’octobre.


La population est jeune à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Environ le tiers de la population en âge de voter a près de trente ans. Ceux qui fréquentent l’université, comme Normand Thériault entre 1964 et 1968 (en histoire de l’art à l’Université de Montréal), connaissent un niveau de vie relativement prospère comparativement aux générations antérieures et, fait à noter, ce sont les sciences sociales qui les attirent. Ce champ d’étude en plein essor voit ses inscriptions quadrupler à l’Université de Montréal pendant ces années. Ce sont ces diplômés qui alimenteront le secteur tertiaire de l’économie qui est en pleine expansion.
Normand Thériault est prolifique à La Presse. Il écrit sur tout ce qui se fait dans l’actualité artistique à Montréal, et à l’occasion sur des expositions importantes au Musée des beaux-arts du Canada (la Galerie nationale à l’époque)\(^8\). Il fait aussi l’analyse d’expositions qu’il visite à New York (les critiques voyageaient peu à l’étranger), entre autres, The Machine as Seen at the End of the Mechanical Age de Pontus Hultén, au MoMA à New York, (1968) qui le marqua profondément, et la recension d’ouvragés sur l’art\(^9\). Il est, en outre, le témoin incisif de la situation des arts et des conditions de création et de diffusion au Québec\(^10\). Il donne à quelques reprises la parole aux artistes\(^11\).

Il est toujours critique à La Presse quand il présente sa première exposition : La peinture au Québec : 1948-1970, à Terre des hommes dans l’ancien pavillon de l’Australie. Ce panorama de la peinture québécoise depuis le Refus global retient l’attention pour la balise temporelle qui sert d’amorce au sujet. Le manifeste de 1948 et la figure de Borduas sont la force constituante du grand récit de l’art au Québec et encore, à cette époque, une référence implacable pour les artistes francophones. Les conséquences en sont multiples et pas toujours libératrices : d’une part, toute la peinture devait s’y mesurer (l’acte pictural étant un signifiant de rupture et de progrès) et du coup ce défi lui conférait une dominante sans pareille dans le cours de l’art au Québec, maintenant ainsi des pratiques non picturales dans l’ombre ainsi que certains discours plus politisés ou encore plus populaires\(^12\).

D’autre part, ce geste de rupture et de révolte représentait une attitude qui n’avait pas réussi, en fin de compte, à donner à l’artiste ni l’appui de l’appareil étatique, ni la reconnaissance de la société qu’il souhaitait (d’où l’Opération Déclic en 1968). Une révolte, donc non aboutie, voire abandonnée et toujours à refaire. Ces tensions font partie de l’héritage du Refus global et elles font partie du commissariat de Normand Thériault. Il revendique pour


lui-même l’attitude de Borduas comme modèle dans ses prises de position dont il est prêt à assumer les conséquences mais il déplorerait tout au long de sa carrière la frilosité des artistes et des institutions qui n’osent jamais assez. Par ailleurs, il cherchera à faire éclater l’emprise du *Refus global* sur l’art au Québec, « l’art québécois, affirme-t-il, ne peut se développer à l’intérieur de ses propres paramètres », il faut l’ouvrir à des récits et à des filiations autres, qui en feraient, non pas un art québécois, mais un art fait au Québec. Cette ouverture (entre autres envers des artistes anglophones), qui étonne aujourd’hui, a suscité une grande controverse lors de *Québec 75*. En 1971, Normand Thériault quitte *La Presse* et se retrouve directeur du GRAA à l’UQAM (1971-1973), et c’est comme directeur de ce groupe d’étudiants pour lequel il décide de « créer de la matière à administrer » qu’une série d’initiatives voit le jour, à savoir la publication de la revue *Médiart, Québec 71. Ou en sommes-nous ?*, *Les moins de 35 ans* et *Québec Underground, 1962-1972*. C’est aussi durant ces deux années qu’il crée ses deux structures de production (*Médiart, Inc.* et l’Institut d’art contemporain) et réalise une étude pour le compte du Conseil des Arts du Canada sur le financement des nouveaux centres et collectifs d’artistes.

Pour Normand Thériault l’art a une valeur sociale. Son rôle comme commissaire, et dans toutes les activités qu’il a menées, est de faire en sorte que l’art soit présent dans la société, d’où son approche interventionniste. Il conçoit tout ce qu’il entreprend comme une forme d’intervention visant à dynamiser le rôle de l’art dans le développement de la société. Dans un milieu qu’il considère léthargique et pauvre, Thériault préconise l’action, la prise de parole et le débat, car l’art est matière à réflexion au-delà de la création d’objets. D’où la diversité d’initiatives dans lesquelles il s’implique qui vont dans ce sens et l’imbrication de projets les uns dans les autres, ainsi que son inclination vive à les défendre. Dans cette optique, le commissariat s’inscrit dans un

/12/ On pense ici aux nombreux collectifs et happenings durant les années 1960 qui sont inventoriés dans *Québec Underground : 1962-1972*, maintenant oubliés; à *L’Atelier libre de recherches graphiques de Richard Lacroix, À Fusion des arts, aux environnements de Maurice Demers, de Serge Lemoine et à ses actions, et tout au long des années 1970, aux pratiques qui s’éloignent du modèle pictural ou sculptural et du discours formaliste, ainsi que celles qui sont plus conceptuelles, à savoir celles de Raymond Gervais, de Rober Racine, de Charles Gagnon, des artistes rattachés à *Véhicule Art* ou soutenus par *Parachute* à ses débuts, ou encore les activités cartographiques ou corporelles de Bill Vazan et de Françoise Sullivan.


/14/ Thériault déclare que les artistes sont les seuls acteurs culturels à n’avoir pas réagi à la Crise d’octobre et l’entrée en vigueur de la Loi sur les mesures de guerre dans *France Morin et Chantal Pontbriand, p. 7*.

/15/ Entrevue avec Normand Thériault par l’auteure, Montréal, 28 octobre 2011.

/16/ Véronique Rodriguez, p. 40-44.

/17/ Entrevue avec Normand Thériault par Vincent Bonin et Michèle Thériault, Montréal, 5 mars 2010.


projet à géométrie variable d'action sociale pour l'art dans lequel toutes ses initiatives se nourrissent mutuellement. Le commissariat fait partie d'un réseau communicant comprenant l'édition, la mise en place de débats, l'animation auprès d'étudiants, la critique, la conception d'expositions, la production d'événements et de publications voire l'étude du milieu en vue de répondre à ses nouveaux modes de production.

Si le concept commissarial semble être souvent le seul fait de son auteur, sa mise en œuvre sera presque chaque fois un geste collectif. La direction du GRAA en est un bon exemple, ainsi que Québec 75 et 032303. Au sein du GRAA, Thériault assume la fonction de l'animateur plutôt que celle, hiérarchique, du professeur et de l'étudiant. Il crée des situations pour ses étudiants dans lesquelles ils façonnent ensemble de la « matière première » en travaillant tous sur le terrain (la production de chaque numéro de Médiart, l'organisation de l'exposition Les moins de 35 ans en trois lieux au Québec et des trois jours de débat au Cégep de Vaudreuil sur l'état actuel de l'art au Québec (Québec 71. Ou en sommes-nous ?), ou encore la production de la publication Quebec Underground 1962-1972 qui consigne, à l'aide des archives d'Yves Robillard dans un ouvrage en trois volumes, toute une décennie de pratiques marginales – happenings, revues, mouvements contestataires, illustrateurs et collectifs – afin de documenter une époque révélue). Ce programme mis en place par Thériault fait agir les étudiants et vise également l'essaimage dans la société de travailleurs et gestionnaires culturels. On pense ici à Chantal Pontbriand (Parachute), René Blouin (agent au Conseil des Arts du Canada, commissaire et galeriste) et André Ménard (directeur de Musée d'art contemporain).

Dans le cas de Québec 75, la mise au point de l'exposition se fait au moyen d'une réflexion collective avec un comité consultatif (à l'automne 1974). D'une part, le concept même de l'expo – une proposition de définition de l'art au Québec depuis 1970 – l'exige, car « l'action même de travailler ensemble à produire un concept est une intervention dans le milieu », et d'autre part le projet ayant reçu un appui financier considérable, Thériault estime « qu'il est nécessaire d'avoir recours à la collectivité afin de compiler le maximum d'information ». Deux conceptions de l'exposition sont ardemment débattues par le comité, l'une désire situer les démarches actuelles dans une problématique de perception de l'œuvre d'art et l'autre veut intervenir dans le champ artistique, refuse l'autonomie de l'œuvre, et met en avant la pluralité des pratiques sans y poser une grille d'analyse. C'est la dernière proposition qui est retenue par Thériault et l'Institut d'art contemporain, non sans créer une division dans le groupe. Par la suite, Thériault invite des créateurs à se prononcer sur le concept. Ceux-ci (Laurent Lamy, Bill Vazan, Roland Poulin, Marthe Adam, René Blouin) encouragent l'équipe à poursuivre le projet. Des consultations aux débats qu'ils suscitent, à l'équipe de production qui est profondément impliquée dans le processus de sélection des artistes (ce sont France Renaud et Claude de Guise qui feront une bonne partie des visites d'atelier et des entrevues avec les artistes) à la direction partagée de Québec 75 dans

\footnote{21/Médiart Inc. produira la publication Quebec Underground : 1962-1972. L'Institut d'art contemporain produira de nombreux événements ponctuels tels que des concerts de musique expérimentale et de jazz (Musique à voir à la Bibliothèque nationale en 1974) et les expositions Québec 75 et 032303 (en collaboration avec Parachute en 1977).}

\footnote{22/Le programme de cette rencontre au Centre culture de Vaudreuil est reproduit dans « Québec 71. Ou en sommes-nous ? Rencontre des artistes québécois », Médiart 1, n° 2 (octobre 1971).}

\footnote{23/France Morin et Chantal Pontbriand, p. 4.}

\footnote{24/Normand Thériault, « Historique d'une exposition », dans Québec 75 / Arts, Montréal, Institut d'art contemporain, 1975, p. 15.}
son ensemble (Thériault pour les arts, Jean-Pierre Bastien pour le volet cinéma et Yves Chaput, Gérard Henry et Michel van de Walle pour le volet vidéo), la dimension collective et participative de l'élaboration du commissariat se réalise dans une perspective éthique sociétale.

Lors de 032303 Thériault s'adjoint France Morin et Chantal Pontbriand qui deux ans auparavant ont fondé la revue Parachute, revue à visée internationale. Le projet est axé sur la rencontre de l’extérieur et de l’ailleurs avec l’ici, le Québec et le Canada. Il cherche à rendre compte de l’art actuel occidental en 1977 sans que la manifestation soit « impérialiste ». Ici également il y a pluralisme d’attitudes qui, parce que le projet prend forme dans le groupe (France Morin, Chantal Pontbriand et Normand Thériault), est hétéroclite dans ses intérêts. France Morin et Chantal Pontbriand s’intéressent à l’interdisciplinarité – Parachute en sera la tribune –, et particulièrement, à cette époque, à l’imbrication de la danse et de la musique expérimentales dans la production artistique ici, en Europe et aux États-Unis. 032303 a lieu dans un bureau de poste désaffecté et comporte trois volets, une exposition (des projets qui devaient traduire leur recherche actuelle envoyés par la poste par des centaines d’artistes internationaux), des conférences et des performances internationales. Tout a lieu sous la désignation « Rencontres internationales d’art contemporain ». Les organisateurs sont ambitieux : Montréal et le Québec deviennent des acteurs dans une expérience vive de l’art qui se fait et se pense dans une optique internationale.

D’œuvrer dans et à travers le collectif comme le fait Normand Thériault fait en sorte que l’échange par le débat est une composante déterminante dans son commissariat. Déjà, à La Presse, Thériault suscite le débat ou encore y prend part dans ses analyses et, dans certains cas, dans ses dénonciations de conjonctures telles que la précarité des conditions de vie de l’artiste ou l’insuffisance des ressources d’appui à la culture. Le GRAA donne forme à ses projets par l’échange et l’action. Quant à Québec 75, le débat est une part constitutive de l’intervention : du débat autour de la désignation du concept même, aux discussions animées qui naissent suite aux deux séries de conférences, l’une sur le « Système de l’art » (avec Guido Molinari, Philip Fry, Francine Couture et Suzanne Lemerise, Marcel Saint-Pierre et François-Marc Gagnon) et l’autre sur la « Situation de l’art au Québec » (avec Marcel Rioux, Pierre Vallières, Raoul Duguay et Fernande Saint-Martin), aux conférences publiques données par les artistes tout au long de l’exposition. Ce débat prévu au programme donne lieu à une polémique dans la presse qui sera particulièrement virulente, allant de l’absence de peintres dans l’exposition, de la participation d’artistes anglophones, de la notion de pluralisme qui rejetait la filiation automatiste, de dénonciations de la part du camp qui avait soutenu l’autre proposition, du graphisme du catalogue, de son contenu, de la qualité des traductions au chaos accompagnant les séries de conférences qui avait volé la vedette aux œuvres. L’exposition et l’ensemble d’activités qui constituaient le projet ont été perçus comme un échec à l’époque bien que Thériault ait défendu toujours aussi vivement le concept de pluralisme et de rupture mis en avant.


/26/Véronique Rodriguez, p. 38-45
Le débat est un mode d’interrogation empirique, une manière de faire entrer la parole directe dans l’arène publique à un moment où les conditions le favorisaient au Québec. Selon Thériault, l’art au Québec à cette époque est moins encadré qu’aujourd’hui par le discours universitaire, les conseils d’administration des musées et les philanthropes qui y siègent, et le marché de l’art qui exercent leur autorité (il remarquera qu’aucun débat n’accompagnera la présentation d’Aurora Borealis)27. Le débat conforte également la valeur de l’art dans la société, particulièrement le rôle de l’artiste plutôt que celui de l’œuvre. Le débat public est la parole vive de l’artiste, une force en mutation, dont on ne peut tout à fait assurer le résultat; il donne aussi voix à la dissension. Il s’inscrit, donc, profondément dans la stratégie interventionniste de Thériault parce qu’il est potentialité et renferme les conditions possibles de réalisation de projets avec tout le risque que cela comporte.

Thériault met au point une méthodologie de travail adaptée à son concept commissarial. On pourrait d’ailleurs affirmer que sa direction du GRAA était une méthode en soi, et particulièrement quand on examine la revue Médiart que les étudiants produisaient et assumaient en grande partie le contenu. La revue, dans ses dix-huit numéros, fait état du foisonnement de l’actualité artistique montréalaise ainsi que de ses conditions d’existence avec quelques reportages de l’étranger (la Documenta 5, Fluxus, Beuys, Vancouver et Intermedia, General Idea et FILE Magazine). Si son objectif est de créer la « matière à administrer », qui peut par la suite occuper la place publique, la revue est bien un outil de diffusion publique et les étudiants des vecteurs d’information, des espèces de chasseurs-cueilleurs qui accumulent et traitent la matière. Ils constituent, dès lors, une « manière de mener » (une méthode).

Québec 75 prend réellement forme dans le processus d’entrevue qui a lieu auprès des artistes. Pour faire partie de Québec 75, les artistes sollicités doivent rencontrer les organisateurs et répondre à des questions. Celles-ci ont pour but de relever l’intention de l’artiste et la cohérence de son discours par rapport à sa pratique, et plus particulièrement d’y voir affirmée une rupture par rapport au passé28. Cette méthode participe de la parole vive, encore ici, et met de l’avant l’artiste plutôt que l’œuvre pour mettre en forme l’exposition. L’artiste est également le point de départ pour la sélection des centaines d’artistes étrangers qui envoient un projet par voie postale à 032323. Une lettre énonçant les principes à respecter avait été rédigée et un artiste sur quatre figurant dans l’Art Diary de l’époque était invité. La méthodologie chez Thériault est réactive, jamais figée elle se détermine selon la structure des projets qu’il entreprend. Celle qui accompagne l’élaboration de 032303 est simple et directe, elle répond à ces quatre caractéristiques : « information, communication, présence et immédiateté du message29 ».

En 1972 Thériault se rend à Kassel pour y visiter la Documenta 5 de Harald Szeemann. Il en revient transformé. L’envergure de cette exposition marquée par l’échelle des installations présentées, entre autres par les artistes Kienholz et Thek, et la portée des interventions, notamment celle de Beuys, devient une référence pour lui : « Quand on a vu Kassel, on sait que, peu importe le point de vue de l’organisateur, il est devenu impossible d’organiser des

27/Entrevue avec Normand Thériault par l’auteure, Montréal, 28 octobre 2011.
28/Normand Thériault, « Une intervention » et « Une exposition », dans Québec 75 / Arts, Montréal, Institut d’art contemporain, 1975, p. 9 et p. 11.
expositions comme avant »30. Quatre ans plus tôt il avait vu The Machine as Seen at the End of the Mechanical Age de Pontus Hulten au MoMA (une exposition qui mettait en scène l’imbrication homme-machine, de Leonardo à Tinguely, avec des collaborations entre artistes et ingénieurs commandées par EAT) qui avait eu le même impact sur lui31. Il n’y aucune commune mesure entre la vision que ces expositions proposaient, les moyens qu’elles déployaient pour la réaliser, et la pauvreté du milieu québécois à l’époque. Ce sont également des expositions dans lesquelles l’esprit de leur auteur se distingue, faisant état du rôle puissant que le commissaire peut exercer sur l’expérience de l’œuvre, sa lecture et sa capacité à infléchir une forme de savoir. Elles sont une prise de conscience pour Thériault, à la fois de ce qui n’est pas et de ce qui pourrait être. Cependant, au lieu d’entraver son parcours elles lui donneront l’élan pour agir, voire en justifieront la nécessité. Lorsqu’on l’invite à co-commissarier une exposition pour le Centre international d’art contemporain (CIAC) en 1985, celle qui s’intitulera Aurora borealis, il déclare :

Si je cherche le début de cette exposition, elle n’est pas à l’entrée d’une salle donnée ou de toute porte qui mène au lieu même d’exposition, elle est là où se trouve le magnifique projet qu’a été la DOCUMENTA 5 de Kassel de 1972 ; là où, encore étudiant, je me tiens au pied du grand escalier d’entrée du Musée des beaux-arts de Montréal et j’entrevois plus haut L’Étoile noire de Borduas32.

Aurora borealis et Hier et après (réalisée en 1980 lorsqu’il est conservateur au Musée des beaux-arts de Montréal) sont des expositions qui s’inspirent de Machine et de Documenta dans leur parti pris pour des œuvres à grand déploiement dont l’impact visuel et spatial est remarquable. The Machine et Documenta, jumelées au geste de résistance soutenu de Borduas au Québec, forment pour Thériault les trois références auxquelles il se mesure, des modèles qui sous-tendent la visée intellectuelle qu’il veut donner à ses interventions.


---


/31/Voir : « Noël à New York à l’ère de la machine », La Presse, 21 décembre 1968, p. 37 ; « De la machine comme la fin de l’art », La Presse, 18 janvier 1969, p. 40. Soulignons que Thériault consacrera un article entier à EAT (Experiments in Art and Technology) quelques mois plus tôt (La Presse, 17 août 1968, p. 38), qui fait état des riches possibilités qu’offre la technologie, des collaborations entre artistes et ingénieurs et qui mentionne également les représentants de EAT au Canada. Il termine cet article en affirmant que « L’EAT n’est pas un art mais une structure ».

/32/Normand Thériault, « Introduction à la visite d’Aurora borealis ».
mutations et enjeux de l’art, attachait peu d’importance au réseautage avec ses pairs, préférant le contact direct avec l’artiste, l’expérience de l’œuvre et l’action qui se fait.  


L’activité comissarielle de Normand Thériault n’a pas d’égale, pour sa diversité et son intensité, non seulement au Québec, mais dans l’ensemble du Canada durant cette période. Il y a quelque chose chez Thériault du « travailleur intellectuel » auquel s’identifiaient les étudiants français révoltés de Mai 68 que l’on retrouve dans son travail à travers sa solidarité avec les travailleurs culturels qui sont les artistes avec lesquels il est profondément solidaire, et son désir d’inscrire pleinement la production artistique dans la société, particulièrement la sienne, le Québec. Il a également la conviction profonde que cela est possible. Sa visée sociétale de l’art se traduit dans l’intervention comissarielle qui se façonne dans le risque, la possibilité d’échec, et qui est appelée au recommencement.

L’intervention de Thériault se manifeste sous des formes variées, enchâssées, qui définissent la somme de son comissariat indépendant. Déjà, au début des années 1970, elle porte clairement sa signature, ce qui signifie que Thériault assume la responsabilité de son geste. Et il le fera dans le cale et de la controverse autour de Québec 75, voire l’échec de l’entreprise, dans ses articles dénonciateurs de l’état des choses au Québec dans La Presse, et dans ses projets de revues portés à bout de bras et qui ne résisteront pas faute de moyens.

---

33/ Entrevue avec Normand Thériault par l’auteure, Montréal, 28 octobre 2011.


35/ Entrevue avec Normand Thériault par l’auteure, Montréal, 28 octobre 2011.
Comment envisager l’action de Thériault aujourd’hui ? Dans une perspective actuelle, l’attitude et le travail commissarial de Thériault participe avant la lettre de la notion du « commissarial » (the curatorial) proposée par Maria Lind et qui consiste en une approche dans laquelle il convient de prendre l’œuvre d’art pour point de départ, mais tout en s’y détachant afin d’aller plus loin, de penser en fonction de l’œuvre et contre elle, à une certaine distance. Ainsi, il s’agit non seulement de mettre l’œuvre en représentation, mais aussi de la présenter et de la mettre à l’épreuve, et de poser un geste au présent, ici et maintenant, au lieu de simplement cartographier quelque chose en fonction d’autre part et du passé.36

Bien que le champ de l’art se soit radicalement transformé aujourd’hui, et que la notion du « commissarial » ait trait à une mobilité accentuée du commissaire, des idées et des œuvres, sa manière de replacer l’œuvre dans un ensemble d’enjeux, ainsi que l’ouverture, la mise à l’épreuve et le débat que suscite cette notion sont au cœur de l’approche de Thériault.

Lind évoque aussi la notion du politique de Chantal Mouffe, un aspect de la vie dans lequel divergence et dissension doivent avoir leur place. Thériault, qui a défendu avec acharnement le pluralisme dans un Québec qui l’a parfois envisagé comme une menace à son projet de souveraineté, lui a donné dans son commissariat de ces années un espace d’affirmation. Mais affirmation ne signifie pas harmonie, au contraire. La détermination qui accompagnait les prises de position de Thériault, la nature variée des objets qui en découlaient et les projets qui parfois se réalisaient dans la foulée de la polémique ne sont que signes que la divergence et la dissension ont eu libre cours. Cela préparait le terrain pour la prochaine intervention.

36/Maria Lind « On the Curatorial », Artforum, Octobre 2009, p. 103
37/L’objectif d’une politique démocratique n’est pas d’éliminer les passions ou de les reléguer à la sphère privée mais de les mobiliser et de les mettre en scène selon des dispositifs agonistiques (de rapports à l’adversaire) qui favorisent le respect du pluralisme. » Chantal Mouffe, « Introduction : pour une démocratie plurielle », dans Le politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle, Paris, La Découverte, Collection du mauss, 1994, p. 5.
Pratiques et expériences de la contre-culture dans les communes néorurales au Québec
Nous voulons tout changer.
Pas seulement changer de religion,
changer de trip,
changer de maîtres,
changer d’illusion : TOUT\(^1\).


\(^1\) [s. a.], « Une commune rurale québécoise » dans Christian Allègre, Michel Bèlair, Michel Chevrier, Georges Khal et Michel Saint-Germain, Répertoire québécois des outils planétaires, Montréal, Éditions Mainmise, 1977, p. 205.


Toutefois, aux yeux de maints militants désillusionnés, l’échec répété de ces mouvements de contestations populaires à l’orée des années 1970 semblait avoir montré que le pouvoir en place, avec ses puissantes institutions de contrôle, ne pourrait être renversé par une lutte frontale et spontanée et qu’il valait peut-être mieux tenter de « sauver son âme » en désertant les lieux de reproduction des institutions dominantes. Pour des militants épuisés par des luttes politiques apparemment stériles, la possibilité de bâtir sans attendre un monde authentique en marge de la société dominante avait de quoi faire rêver. Cette fuite ne représentait pas pour eux une abdication : au contraire, en refusant de collaborer plus avant avec un système aliénant et oppressant sans chercher à se mesurer directement à lui, ils croyaient réellement poser les premières pierres d’une nouvelle société qui se développement peu à peu dans les marges de l’ancienne.

Pour certains jeunes rebelles, la solution fut de s’installer dans des communes. L’historien Timothy Miller a dressé une liste des éléments de définition de ces communes contre-culturelles, à savoir la volonté de rompre avec la société dominante ; un certain degré de renoncement personnel au profit du bien commun du groupe ; le partage du quotidien ; des relations personnelles fréquentes, intimes et profondes ; ainsi qu’une masse critique (que Miller fixait à au moins cinq individus dont la majorité n’était pas soudée par des liens de parenté ou conjuguels). Malgré le partage de ces traits communs, les pratiques émergentes de vie en groupe se divisaient en une confondante variété de formules – que ce soit les types écologique, artistique, artisanal, pacifiste, mystique, politique, populaire, étudiant ou chrétien (les fameux groupes de « Jesus freaks »). Des « crash pads », simples endroits où quiconque pouvait s’inviter à dormir, aux coopératives fortement organisées, toutes les variations étaient possibles.

Afin de ne pas se perdre dans ce dédale, ce texte abordera seulement les expériences de communes contre-culturelles en zone rurale, celles-ci ayant généralement poussé plus loin que les communes urbaines l’espoir de créer une société parallèle, indépendante, idéalement autarcique, où seraient redéfinis les liens entre les personnes sur une base désormais parfaitement fraternelle et égalitaire. Pour des jeunes majoritairement âgés de vingt à trente ans, ces initiatives devaient leur offrir la chance d’expérimenter une forme de vivre ensemble où pourrait se réconcilier leur quête d’indépendance et leur envie d’être en groupe, leur besoin de s’émanciper du carcan de la société et leur grégarisme naturel. Mais, comme nous le verrons, ces tensions qu’ils souhaitaient fécondes finirent par miner, après quelques années de conflits et de désillusions, la quasi-totalité de ces projets alternatifs. De là l’intérêt de revenir sur ces expériences, dont on n’a pas fini de tirer de riches leçons.

**LE REFUS DE L’INTOLÉRABLE**

Les communes contre-culturelles qui ont fait leur apparition au Québec au tournant des années 1970 ont leurs sources aux États-Unis, certaines des premières communes établies dans la province ayant d’ailleurs été initiées par des immigrés américains. À l’échelle américaine, ce phénomène n’avait d’ailleurs rien de fondamentalement nouveau, l’histoire du nouveau continent

---


5/ Timothy Miller, *The 60s Communes. Hippies and Beyond*, Syracuse, Syracuse University Press, p. III-IV.

étant marquée dès l'origine par l'établissement de communes plus ou moins étendues et durables. Des Shakers aux Rappites, en passant par les Mennonites et les Beatniks, il existe en effet une longue tradition de communautarisme qui parcourt l'histoire d'une Amérique autrement définie comme farouchement individualiste et matérieliste. Au Québec aussi, malgré des différences idéologiques irréconciliables, il est possible de lier historiquement les tentatives de colonisation des terres neuves par les habitants canadiens-français et les communes hippies, la contre-culture ayant proposé une vision alternative de la société basée sur l'agriculture, l'artisanat et le folklore. La couture, le crochet, la boulangerie, l'assolement, bref l'ensemble des pratiques de la vie d'autrefois étaient réhabilitées dans un vaste projet de ressourcement social et culturel qui prenait le contre-pied de l'idéologie du rattrapage et de la modernisation propre à la Révolution tranquille.

Certaines communes ont marqué davantage l'imaginaire québécois de ces années. Il y avait par exemple la Maison du pêcheur, une petite ferme située à Gaspé qui a servi de refuge aux militants radicaux et révolutionnaires pendant les étés 1969 et 1970. En 1975, Michel Bélair, président de la F.R.E.A.K. (Fondation de recherches en écologie et alternatives kénycoises), une société à but non lucratif qui visait à collecter et à diffuser des informations alternatives, s'installait quant à lui sur la ferme des Petits-Vallons à Matane. Avec une douzaine d'adultes et leur ribambelle d'enfants, Paul Chamberland s'était retrouvé de 1973 à 1978 dans la commune Cadet-Roussel, établie dans une grande maison à l'extérieur du village de Morin-Heights, afin de participer à une expérience révolutionnaire de refaire la vie. De 1960 à 1974, le sociologue Marcel Rioux et quelques amis ont tenté de recréer un petit village d'entraide et de discussion à l'intérieur du plus large village de North Hatley, où Rioux possédait une maison. Au même moment, la ferme du P'tit Québec libre, d'inspiration libertaire, accueillait à la fois des gens plus politisés, émus de Che Guevara, et des gens plus hippies, qui y allaient pour fumer du pot et « triper » ensemble. Dans l'annonce placée dans le numéro 6 de la revue du carré Saint-Louis, revue appelée justement Le Village, les membres du P'tit Québec libre présentaient essentiellement leur commune comme un endroit de rencontre et de fête à l'abri des institutions officielles.

Le P'tit Québec Libre! Enfin une place où y'a pas d'osti d'gouvernement sale pour nous rapler la vie t'chien qu'on n'é t'habiter de mné. La vla la place, on peut seposer la tête de tout leur christ de problem. Une place où chaque personne peut sentir sa liberté. Une place où l'monde n'a pas peur de seurger en face tse parler. La vla la place qu'on charque toute, pis séla qu'[on] va s'encontrer stéte. Pis on va s'parler, on va s'comprendre pis sa va fair du bien à tout l'monde de seurtouever pitse donné la main en comprenant que dans la belle province on né tout pogné par la même gagn d'écurants qui nous promet dé djobe pis qui nous envoieille mangé d'la marde.

/9/ Jules Duchastel, Marcel Rioux : entre l'utopie et la raison, Montréal, Nouvelle Optique, 1981.
Peu importe le lieu, et peu importe le style, l'esprit qui animait toutes ses initiatives était chaque fois le même : il s'agissait encore et toujours de favoriser une socialité plus lâche, plus fraternelle et plus spontanée. Le principal motif qui amenait des Québécois à choisir la vie en commune, c'était en effet le désir d'être libres : libres des contraintes du travail, libres de la société de consommation, libres de leurs parents. Ils partageaient un même refus de la rationalisation, du travail en série, des hiérarchies, des horaires, de la spécialisation, des divisions sexuelles, des tâches domestiques, de l'institution familiale. Diverses par leur taille, leur organisation interne et leur philosophie, les communes québécoises convergeaient dans une même dénonciation de la « normalisation de l'intolérable », c'est-à-dire la banalisation d'un quotidien gris et oppressant. Les témoignages d'un refus de la routine familiale et professionnelle, des horaires contraignants, de la misère matérielle des taudis du centre-ville et de la misère morale des banlieues s'accumulaient. Dans l'atmosphère anti-institutionnelle radicale qui caractérisait les années 68, la suppression des autorités, des règles et des hiérarchies était devenue une sorte de cri de ralliement pour une jeunesse soucieuse d'une existence plus festive et libertaire.

La liberté tant revendiquée visait à briser entre autres les tabous de la sexualité et de la drogue, mais il ne faudrait pas croire qu'elle fut si permissive que les esprits conservateurs le craignaient à l'époque. En fait, si la consommation de drogues était répandue dans les communes, elle se limitait très généralement aux drogues douces, de la marijuana aux champignons magiques. Quant à l'amour libre, qui nourrissait bien des fantasmes dans le grand public, elle signifiait souvent seulement un refus du mariage et non pas la fin des unions stables et durables. L'acceptation de la nudité visait à s'affranchir des tabous et des préjugés par rapport au corps et à la nature humaine, beaucoup plus qu'à cultiver une esthétique érotique. L'idée principale consistait à briser les conditionnements sociaux qui empêchaient les individus de désirer et de jouir. En fait, c'est plutôt l'âge des gens qui participaient aux communes qui permet de comprendre la libération des relations sexuelles et affectives qui y étaient nouées : les jeunes dans la vingtaine multipliaient les expériences sexuelles, découvraient leur corps, enchaînaient les partenaires et refusaient les engagements trop stricts qu'ils aient ou non habité dans une commune.

LE NÉORURALISME

Les expériences de nouvelles formes de vivre ensemble naissaient d'un refus de se laisser écraser par une ville anonyme, froide et artificielle. « Maudite civilisation plate, l'autre jour je suis resté en panne au milieu du métropolitain, les klaxons [sic], la slotche, l'enfer. J'aime pas ça, la ville, l'argent, le boss, le béton, j'aime donc pas ça »12. On rêvait alors d'une existence autarquique, où les relations seraient transparentes, délivrées des contraintes abrutissantes du monde moderne. Il semblait que, tout en contraste avec le rythme dominant de la vie urbaine, l'existence à la ferme pouvait justement permettre un mode de vie plus vrai et plus simple. Comme le met en scène à sa façon le film de Gilles Carle, La vraie nature de Bernadette (1972), il planait sur la mouvance contre-culturelle une certaine nostalgie pour la campagne, un endroit où la vie aurait été plus authentique qu'entre les murs froids et bétonnés des villes. En rompant avec l'individualisme à tout crin, la course folle au profit et la rationalisation à l'extrême des relations humaines, la commune néorurale promettait de renouer avec les valeurs terriennes et paroissiales ayant bercé l'enfance de la dernière génération de Canadiens français13.

_______


La chose la plus importante que m’a apportée la commune, peut-être, c’est qu’elle m’a permis d’enlever mon armure, et c’est pour ça que je freake quand je viens en ville, je suis agressé. La commune fonctionne à partir d’un retour à l’intimité, d’un partage de l’intimité, d’une ouverture, et elle appelle à la fin de la vie “privee”, au partage de tous, à la reconstruction d’une société unanime. J’ai besoin du village, du réseau.

La prédilection pour la figure de l’Indien, figure encore sauvage et pure, écologique et animiste, s’explique par ce refus d’une civilisation aliénée, polluante, écrasante et conformiste.

Il faut dire que plusieurs Québécois s’imaginaient alors que la société industrielle, brûlant de ses derniers feux, allait bientôt s’écrouler dans une ultime convulsion sociale et économique. Jacques Bernier, installé avec une dizaine de compagnons à Maria, en Gaspésie, dans une maison de rang abandonnée depuis des années, avait l’impression de se préparer pour quelque cataclysme prochain. « [...] nous croyons que nous aurons peut-être à vivre bientôt comme l’homme de Cro-Magnon et qu’il est préférable de se dégager en douceur »\(^{15}\). Alain Robert, qui habitait quant à lui en Abitibi, voulait échapper à l’absurdité du monde dominant, car, avançait-il, « beaucoup voient venir des temps très durs, causés par l’effondrement de ce régime artificiel. » Dans ce contexte menaçant, sa volonté d’atteindre progressivement l’autosuffisance ne lui semblait pas une révolte gratuite ; bien au contraire, c’était « un moyen clair de se mettre à bâtir un monde plus viable »\(^{16}\). On sait toutefois que les retours à la terre et les regroupements communautaires prendront parfois une tournure sectaire et virent au cauchemar, comme dans le cas du groupe réuni à la fin des années 1970 par Roch Thériault, alias « Moïse ».

---


\(^{15}\) Jacques Bernier, « Une expérience d’agriculture communautaire » dans Christian Allègre et al., Répertoire québécois des outils planétaires, p. 8.

\(^{16}\) Alain Robert, « L’autosuffisance », dans Christian Allègre et al., Répertoire québécois des outils planétaires, p. 99.


\(^{18}\) Paul Chamberland, cité par Françoise-Renée Pinau, « La vie en commune », Perspectives (supplément du dimanche de La Presse), vol. 17, n° 32, 9 août 1975, p. 4.
Il n’aidait sûrement pas que les communes attiraient surtout des "tripeux", des "freaks", des "moutons noirs", et que tout ce beau monde excentrique avait du mal, dès le départ, à gérer ses rapports avec les autres. Le responsable principal d’une commune aménagée dans une maison de campagne de la région de Québec ne cachait pas les problèmes qui minaient le groupe. «L’an dernier, tout le monde parlait avec joie des grands projets qu’ils allaient [sic] entreprendre pour la ferme. Et cet été, tous ceux qui viennent là, c’est pour triper» 19. Un membre de la même commune de Québec, Micheline, confiait son amertume devant le manque de coopération de certains confrères et consœurs.

Tenez, ça fait déjà trois communes que je passe. J’y apporte toujours ma part de travail et de bonnes vibrations, mais c’est toujours pareil. Il y en a encore trop qui sont restés accrochés sur le trip "peace-love-moi-je-me-laissefaire". Et ce sont ces caves qui sont toujours les premiers à embarquer dans les projets et ce sont les derniers à vouloir travailler 20.

Même lorsque les rapports n’étaient pas tendus, les réunions pour régler les petits problèmes du quotidien finissaient souvent par épuiser les personnalités les plus enthousiastes. Le résultat, c’est que les communes finissaient par éclater après peu de temps, victimes des tensions inhérentes à leur mode de fonctionnement.

PRÉCARITÉ FINANCIÈRE

En 1970, un revenu minimal permettait à des jeunes sans responsabilités et sans goût du luxe de vivre de manière à peu près décente : quand on a surtout envie de gratter de la guitare, de faire l’amour, de prendre un verre de bière entre amis, de se baigner nu dans les rivières, de fumer de l’herbe en regardant les étoiles, nul besoin d’être millionnaire. Or, en s’établissant en communes, ces jeunes marginaux pouvaient sauver encore davantage d’argent en partageant les coûts du loyer et les frais afférents (téléphone, chauffage, etc.). Qu’on ne s’étonne donc pas d’y retrouver surtout des drop-out du système, dont des étudiants ayant lâché temporairement l’école, des prêtres défilés, des artistes avant-gardistes, des jeunes en fugue, c’est-à-dire des gens sans véritable emploi stable qui s’accrochaient à l’aide sociale, à l’assurance-chômage ou encore à des programmes fédéraux comme Perspective Jeunesse et Initiatives Locales. «Un jeune homme de 25 ans, qui a décroché depuis un an environ parce qu’il ne voulait plus participer à la société de consommation, soutient que l’on peut survivre au Québec avec 75 $ par mois à condition d’avoir un mode de vie bien particulier» 21. En logeant dans une commune, il dépensait 22 $ par mois pour le logement, 20 $ pour la nourriture, ce qui lui laissait 33 $ pour ses autres dépenses. Il était très favorable au transport en commun, ne se déplaçant qu’en autobus ou en métro. Ses frais médicaux étaient couverts par l’assurance maladie. Il assistait aux spectacles gratuits offerts à Montréal. Il s’habillait dans les magasins de surplus de l’armée.

Le fait de partir s’établir en région s’expliquait, très souvent, par le faible prix d’achat ou de location des maisons. C’est ainsi que, bien que la vaste majorité des néoruraux installés à la campagne ait continué à dépender de la ville pour les biens, les services et même le travail, un certain nombre d’entre eux ont voulu pousser l’expérience plus loin et, profitant de la modicité du prix des terres,
se sont installés sur une ferme afin d’y vivre des produits du sol. Cependant, si les terres agricoles et les maisons de campagne bon marché facilitaient l’installation d’une commune le premier été, elle rendait plus difficile ensuite son maintien sur plusieurs années. Les jeunes hippies du Québec se sont assez aperçus que les exigences de l’exploitation agricole en Gaspésie, au Lac-Saint-Jean ou dans les Laurentides étaient fort différentes de celles dont ils avaient entendu parler dans les livres sur les communes publiés par des auteurs californiens. L’abandon de la culture et de l’élevage par les anciens propriétaires, souvent issus de plusieurs générations de cultivateurs canadiens-français et aguerris au rude travail des champs, n’aurait rien de bon pour des idéalistes qui n’avaient ni connaissance agricole, ni expérience sur la ferme, ni revenu financier, ni outils ou équipements, ni contact parmi une population locale souvent méfiante ou carrément hostile.

Maurice Roy et deux de ses amis s’étaient établis sur une ferme en Beauce. Au début, ils avaient tenté de vivre en totale autarcie. Ils produisaient non seulement leur lait, leur fromage, leur beurre, leur yogourt et leurs œufs, mais aussi leur pain, leur sirop d’érable, leur miel, leur bière, leur vin, leurs légumes, été comme hiver, leurs confitures et leurs gelées, leurs cretons, leur pâté de foie, voire leurs vêtements. Ils réussissaient à vivre avec à peine 5$ par semaine pour trois personnes. Mais, à la longue, l’expérience fut jugée trop éprouvante. Le travail était pénible et les privations étaient nombreuses pour des résultats décevants. Roy et ses camarades entretinrent un moment l’espoir de tirer au moins un revenu substantiel de la vente de cochons ou d’œufs, mais cet espoir fut très vite brisé par la réalité du marché agricole québécois. Il leur fallut se résoudre à abandonner le projet de commune.

LA COMMUNE DE LA PLAINE

Fondée au printemps 1972, dans le Bas-Saint-Laurent, à Saint-Épiphanie plus précisément, par trois hommes et une femme qui, après avoir mené quelques luttes politiques plus ou moins réussies, cherchaient toujours à établir l’embryon d’une nouvelle société, la Commune de La Plaine est un exemple particulièrement éclairant afin de mieux comprendre non seulement les problèmes financiers auxquels les communards québécois durent faire face, mais l’évolution générale de la sensibilité de la collectivité québécoise. Étrangers au monde rural, les quatre fondateurs et les membres qui se greffèrent au groupe de départ se situaient dans la jeune vingtième, un bon nombre d’entre eux étant des décrocheurs qui s’étaient connus au cégep. Ayant pris la décision d’acheter une maison située au rang de La Plaine, à L’Isle-Verte, pour la somme de 1500$, ils avaient mis tous les biens et tous les revenus en partage, chacun se servant selon ses besoins. Les dépenses de consommation se trouvaient ainsi réduites au minimum et l’argent dégagé pouvait servir à maintenir à flot le projet. L’enthousiasme était débordant et la naïveté des débutants empêchait de voir les obstacles qui allaient bientôt se dresser sur leur chemin.

Les villageois ne regardaient pas d’un bon œil ces nouveaux venus qui faisaient figure de marginaux, même en ville. Ces derniers pouvaient certes compter sur des services sporadiques et sur des échanges de biens et de services entre voisins, mais il n’avaient pas accès au vaste réseau d’entraide de la communauté locale. De plus, ils manquaient de connaissances pratiques (texture du sol, l’alimentation des animaux, hygiène vétérinaire, mécanique, menuiserie, comptabilité), et les premiers hivers

/22/Maurice Roy, cité dans Christian Allège et al., Répertoire québécois des outils planétaires, p. 99.
furent épouvants. « Les communards avaient l'impression erronée que les modes de production antérieurs étaient moins compliqués. Le travail avec les chevaux [...] exige autant sinon plus de connaissances techniques que l'utilisation de tracteurs »23. Les communards s'imaginaient aussi pouvoir cultiver non seulement sans moteurs, mais aussi sans engrais chimiques, sans insecticides et sans herbicides, et se réveillaient avec la mauvaise surprise de maigres récoltes et de champs gâchés par les parasites.

En 1975, les membres, qui vivaient toujours sous le seuil de pauvreté, n'ayant pas même l'eau chaude, réclamaient des améliorations et des rénovations aux deux maisons. Bientôt, on dut accepter des compromis. On finit par accepter de consolider les dettes et de refinancer la Commune, qui devenait, de ce fait, une entreprise à but lucratif. Le groupe recevait désormais son lot de subventions (dont 60 000 $ dans le cadre du Programme expérimental de création d'emplois communautaires, en 1980). Signe de la transformation de la commune, les membres achetaient une moissonneuse-batteuse neuve : on était loin du cheval de trait ! Pourtant, malgré ces nombreux changements, les défis budgétaires ne cessaient de s'accumuler. En octobre 1984, l'expérience de la Commune de La Plaine, méconnaisable dans son nouveau vêtement, prit fin. « Les gens avaient vieilli, l'usure de dix ans de vie commune dans des conditions parfois difficiles se faisait sentir, et on désespérait de voir aboutir des efforts qui, dans des domaines plus conventionnels, auraient assuré une vie plus confortable »24. Les actifs de la société furent liquidés. Plusieurs des membres de la commune devaient quitter la région et suivre des carrières bien différentes de celles dont ils rêvaient dix ans plus tôt.

DE L'ÂGE D'AQUARIUS À L'ÂGE ADULTE

L'histoire de la Commune de La Plaine a été répétée un peu partout au Québec à plusieurs reprises. À l'orée des années 1980, les jeunes gens rebelles des années 68 avaient vieilli et n'avaient plus envie de vivre la vie que l'on mène quand on a vingt ans. Tout le monde reconnaissait, à la fin des années 1970, que l'espoir porté par la génération des baby-boomers, celle qui avait constitué le gros des troupes contestataires des années 68, était miné par son arrivée dans la trentaine. Ceux et celles qui avaient été des premières manifestations étudiantes étaient parvenus à l'âge des responsabilités.

Nous ne croyons pas nous leurrer en affirmant que trente ans est un âge psychologiquement important, reconnaissaient des militants. C'est le moment où l'on commence à considérer l'avenir en jetant un coup d'œil par en arrière. Les contestataires les plus acharnés ne demeurent pas indifférents à l'insécurité de la marginalité, principalement et premièrement sous son aspect économique25.

Au fur et à mesure que les membres des communes prenaient de l'âge, ils passaient de moins en moins de temps à l'extérieur de chez eux, et de plus en plus de temps à la maison, ce qui rendait la cohabitation plus difficile. Les vieux réflexes et les valeurs dominantes reprenaient le dessus une fois passé l'engouement pour la mouvance hippie.

/23/Marc Corbeil, L'Utopie en acte : la Commune de La Plaine, Rimouski, Université du Québec à Rimouski, 1990, p. 22.
/24/Ibid, p. 38.
Dans son éditorial de fondation de mars 1978, le collectif du Temps fou refaisait l’histoire des vingt dernières années au Québec, depuis l’effervescence de la Révolution tranquille jusqu’à la normalisation politique et à la résignation collective de la société québécoise de la fin des années 1970. On essayait de voir ce qu’il restait des rêves de révolution alors que sévissaient à gauche le dogmatisme des groupes marxistes-léninistes et à droite la logique de rentabilité pure des compagnies internationales. On s’entendait entre autres sur « l’échec de la contre-culture à modéliser une alternative véritable ».

Après plus de dix ans de pratique, l’aspect collectif du changement amorcé par les individus qui décidèrent de “changer la vie” demeure bien mince. Les réalisations s’appellent principalement coopératives d’alimentation naturelle, restaurants végétariens et librairies coopératives. Les seuls outils politiques qu’on pourrait associer à ce mouvement social sont les divers groupes écologiques qui demeurent très faibles et le plus souvent privés d’une vision politique de la lutte entreprise.

Les errements et les erreurs avaient rendu caduques les belles grilles d’analyse qui permettaient naguère d’interpréter le monde et de le refaire autour d’une bière.

« Le rêve de la contre-culture des années ’60 est mort », assurait en 1978 Roch Fortin, un ancien des luttes des années 68, né en 1947. L’essoufflement du courant libertaire était palpable. « Nos Québécois, écrivait-on en 1977, ils ne vivent plus en communes, ou presque plus. “C’est fini, ce temps-là” ». L’individualisme radical de l’époque avait fini par avoir raison de l’idéologie communautariste. Les jeunes tentaient de plus en plus d’apprivoiser une existence plus individuelle et plus professionnelle. Après la critique virulente des grandes institutions modernes — la famille, le travail, la religion, le mariage, l’école —, les contestataires des années 68 se retrouvaient une autre quête de liberté dans l’affranchissement des communes et des grègarismes de groupe ou de parti. « Après avoir vécu en commune ou en couple, vivre seul apparaissait comme une sorte de nouvelle étape ». Madeleine, par exemple, une fille de vingt-neuf ans ayant fait partie de la première cohorte des cégeps, aimait désormais se faire plaisir, se mitonner de petits plats, s’acheter du beau linge. Denis, un ancien de la contestation étudiante de 1968-1969, acceptait aussi à ce moment de prendre du recul par rapport au rêve de partage radical : ses lectures assidues de Wilhelm Reich n’avaient pas vaincu en lui son envie de posséder des choses, de vivre des relations stables et fidèles avec la personne aimée.

Née en 1947, Christine L’Heureux avait été au départ attirée par quelques-uns des grands noms du mouvement underground québécois. Elle avait participé à une commune, s’était mise à vivre en dehors des normes officielles, avait adopté un rythme de vie relâché. Mais elle avait fini par revenir à une vie « normale » et avait réintégré « le monde straight ». Pendant des mois, Christine L’Heureux s’était cherchée ; elle avait tenté de se redonner des repères. Elle espérait désormais faire plus de place à des

---

/30/ Ibid.
/32/ Ibid.
expériences vraiment personnelles. "J'ai de plus en plus envie que les gens écrivent "je" dans leurs textes", confiait-elle. Peu à peu, chacun rentrait chez soi et, sans rompre tout à fait avec l'utopie d'un monde plus transparent, plus fraternel, plus écologique et plus spirituel, reconnaissait la faillite du projet des communes contre-culturelles, projet qui avait pourtant mobilisé pendant plusieurs années, après l'effervescence politique des années 68, une partie non négligeable de la jeunesse québécoise.
Biographies

MICHÈLE THÉRIAULT est commissaire, auteure et éditrice. Elle est actuellement directrice de la Galerie Leonard & Bina Ellen de l'Université Concordia où elle a mis sur pied une programmation qui réfléchit sur la production artistique actuelle et l'activité commissariale dans un dialogue avec l'histoire récente de l'art contemporain. Outre son commissariat d'exposition, elle est l'auteure d'essais et d'articles parus dans des catalogues d'expositions, des ouvrages thématiques et des revues spécialisées. Elle s'intéresse aux enjeux traductifs en art, aux cadres de références, au lieu d'exposition et à la connaissance en art. De 1988 à 1996, elle a été conservatrice au Musée des beaux-arts de l'Ontario à Toronto et a enseigné aussi l'art contemporain et la muséologie à l'Université d'Ottawa. Elle est professeure associée au département d'histoire de l'art de l'Université Concordia.